l'unité

N° 212 - 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 2 au 8 juillet 1976

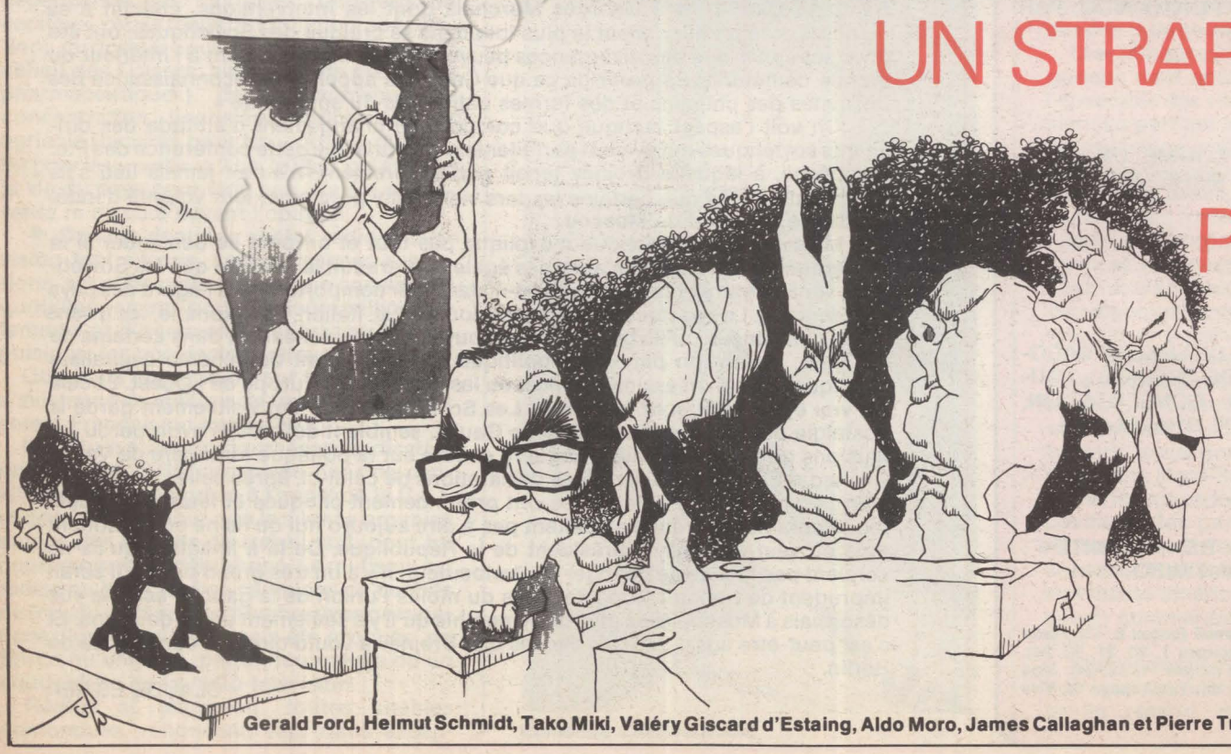


VICTOIRE DU BON SENS

INFORMATION : LE SYSTEME MIS A NU

EXCLUSIF : ENTRETIEN AVEC JOAN MIRO

UN STRAPONTIN A PORTO-RICO



Gerald Ford, Helmut Schmidt, Tako Miki, Valéry Giscard d'Estaing, Aldo Moro, James Callaghan et Pierre Trudeau.

Sommaire

3
INFORMATION : LE SYSTEME MIS A NU

4
CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE :
TARTUFFE AU POUVOIR, PAR CLAUDE FUZIER

6
ELECTIONS : GUENA DIVAGUE, PAR GERARD LE GALL

7
DE GAULLE, CHEVENEMENT ET LE PROGRAMME COMMUN, PAR LIONEL JOSPIN

11
MEXIQUE : LE « P.R.I. » DE LA DEMOCRATIE, PAR MAURICE LEMOINE

12
PORTUGAL : LA CLE DE TOUT, PAR MICHEL GERVAIS

13
UN STRAPONTIN A PORTO-RICO, PAR GUY PERRIMOND

14
SPORTS : NAGER COMME UN BEBE DANS L'EAU, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

15
EQUIPEMENT
RHUYS : TOURISME DE LUXE ET CACOPHONIE - LA GARDE-FREINET : TOURISME SOCIAL ET CONCERTATION, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

20
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE » : CETTE SEMAINE JOAN MIRO

PHOTOS ET DESSINS
Barrigue (pages 4,6), Coureuil (pages 6, 13), Fister (page 8), Pascal Lebrun (pages 1, 20, 21, 22, 24), Magnum (page 3), Norma (pages 11, 12, 24), Sipa (page 24), Solo (pages 1, 19), Teich (page 9), Viva (page 12).

Editorial

LA DIVERSITÉ DES CHEMINS

La réunion pendant 48 heures, à Berlin-Est, des présidents et secrétaires généraux de 29 partis communistes européens n'est pas un événement d'importance négligeable. Surtout quand on connaît les difficultés qu'il a fallu surmonter pour la mettre sur pied, les laborieuses négociations qui ont duré près de deux ans pour aboutir au texte d'une quarantaine de pages qui devait être adopté mercredi soir.

Ce document ouvre, à n'en pas douter, une nouvelle ère dans les rapports à l'intérieur du monde communiste. Il y a, certes, longtemps qu'est révolue l'époque du Komintern d'avant la guerre ou du Kominform d'après la guerre — ce Kominform qui avait excommunié Tito, lequel, trente ans après, toujours solide au poste, s'est retrouvé à la place d'honneur face à Leonid Brejnev.

Il y a longtemps aussi que plusieurs partis communistes ont commencé à mettre en application la thèse du polycentrisme chère à Palmiro Togliatti : l'italien, l'espagnol, le français et, parmi ceux qui sont au pouvoir, le P.c. roumain de Nicolas Ceaucescu.

Mais ces prises de distance ne semblaient jamais avoir été acceptées de bon gré par les dirigeants soviétiques qui, à plusieurs reprises, directement ou indirectement, ont lancé des rappels à l'ordre. Dernier exemple en date : la décision du XXIIe Congrès du P.c.f. de supprimer toute référence à la dictature du prolétariat avait suscité dans la presse soviétique, et dans celle d'autres pays de l'Est, Tchécoslovaquie, R.d.a., etc., des commentaires qu'il était difficile de considérer comme favorables. Les évidentes réticences de l'U.r.s.s. à reconnaître l'indépendance d'action de chaque parti communiste en Europe ont même constitué une des raisons des ajournements successifs de la grande conférence qui s'est finalement tenue cette semaine.

La situation s'est soudain débloquée à partir d'une concession des Soviétiques que Leonid Brejnev a exprimée dans son discours de mardi où, tout en justifiant le bien-fondé de la politique soviétique en tous domaines, il a admis que les partis communistes « travaillent dans des conditions diverses et résolvent des problèmes différents, conformant leur tactique et leur stratégie à la situation concrète de chaque pays ». Concession qui ne peut nous être indifférente puisqu'elle conduit à approuver les alliances que les P.c. d'Europe occidentale peuvent conclure avec des sociaux-démocrates ou des chrétiens dans le but d'accéder au pouvoir dans leur pays. C'est donc oui à la fois à Enrico Berlinguer, à Santiago Carrillo et à Georges Marchais dont les interventions, chacun à sa manière, et le premier allant le plus loin dans sa critique des Soviétiques, ont été pour souligner que des divergences peuvent exister normalement à l'intérieur du monde communiste à partir de ce que Carrillo a appelé « la reconnaissance des diversités des chemins et des formes nationales du socialisme ».

On voit l'aspect tactique que comporte le changement d'attitude des dirigeants soviétiques qui avaient parfaitement compris que cette conférence des P.c. européens, à laquelle Brejnev tenait particulièrement, n'aurait jamais lieu s'ils s'opposaient à ce que certains leaders viennent y proclamer leur volonté d'indépendance à l'égard de Moscou.

Mais cet aspect tactique n'explique pas tout et on peut se demander si la conférence de Berlin-Est n'aura pas également traduit la révision que les Soviétiques sont en train d'opérer, semble-t-il, dans leur comportement à l'égard des pays occidentaux. La spectaculaire progression du P.c. italien, par exemple, les a sans doute convaincus qu'ils pouvaient se trouver à brève échéance, dans certains de ces pays, devant un panorama politique assez différent du schéma capitaliste classique auquel on assimile à Moscou les nations de l'Europe de l'Ouest. Et cela est vrai également pour la France. Les Soviétiques, qui ont visiblement gardé la nostalgie de l'époque du général de Gaulle, semblent désormais avoir perdu les illusions qu'ils entretenaient naguère encore sur la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing. Les dernières déclarations de celui-ci, après celles du général Méry, en matière de défense les ont profondément choqués et leurs plus hauts représentants en France n'hésitent pas à dire aujourd'hui qu'ils ne comprennent plus où veut en venir le président de la République. De là à imaginer qu'ils ne seraient pas fâchés de changer d'interlocuteur, il y a un très grand pas qu'il serait imprudent de franchir trop vite. Mais du moins l'union de la gauche est-elle vue désormais à Moscou avec plus de sympathie qu'il y a seulement un ou deux ans. Et c'est peut-être aussi une des choses que Brejnev a voulu dire à la conférence de Berlin.

CLAUDE ESTIER

Coll. Fondation Gabriel Péri

LE SYSTÈME MIS A NU

Créé le 19 juin 1975, le Comité pour le respect du droit à l'information radio-télévisée, présidé par Edmonde Charles-Roux et comprenant des représentants des trois partis signataires du programme commun publie cette semaine un document qui montre, faits et chiffres à l'appui comment l'information est « directement ou insidieusement soumise au Pouvoir ». Il s'agit de la dénonciation d'un système et non de la mise en cause des journalistes dont le Comité rejoint, au contraire, les préoccupations lorsqu'ils veulent « travailler dans le respect des règles professionnelles, aujourd'hui et demain ».

Après un préambule soulignant la gravité des manquements à l'objectivité, le document en énumère un certain nombre dans les différents domaines de l'information.

▶ **Dans le domaine économique,** aucun des « grands dossiers » n'a été traité au fond devant les auditeurs et les téléspectateurs. Le sujet est soit passé sous silence, soit à peine traité, soit, au contraire, représenté de telle façon que l'auditeur puisse croire qu'il est surinformé alors qu'en réalité il se trouve profondément désinformé. Dans la totalité des cas, tout est fait pour que l'opinion publique ignore les propositions de la gauche.

Que connaissent, par exemple, les Français du dossier nucléaire (filières, surrégénérateurs, déchets), du dossier informatique (plan calcul, C.i.i., Honeywell-Bull), du dossier pétrolier (cartel des grandes compagnies, ententes, super-profits), du dossier téléphone (privatisation, raisons du sous-équipement), du dossier monétaire (interdépendance des monnaies, transferts de capitaux, cause réelle de l'inflation, spéculation), du dossier Sécurité sociale (raisons du déficit des Caisses, super-profits des trusts pharmaceutiques), des phénomènes de concentration financière, industrielle et agricole (facilités pour les « gros », difficultés pour les « petits ») ? Le 7e Plan, qui engage la vie du pays pour cinq ans, n'a été ni présenté ni discuté devant l'opinion.

▶ **Dans le domaine social,** radio et télévision font silence, sauf rarissimes exceptions, sur cette plaie sociale que constituent quotidiennement, pour plusieurs millions de femmes et d'hommes, le chômage, les expulsions, les accidents du travail.

Que nous apprend-on sur les conditions d'existence de millions de travailleurs, qu'ils soient Français ou immigrés ?

Il a fallu la puissante journée revendicative du 10 juillet 1975, organisée par une centaine d'usines en grève à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t., pour que le silence organisé autour des conflits du travail soit, pour un court moment, à demi-brisé. Le mutisme est redevenu la règle. Des centaines de conflits du travail, dont un bon nombre avec occupations d'usines, n'ont jamais été évoqués, ne fût-ce qu'une fois, par un journaliste ou un éditorialiste de la radio-télévision.

Radios et télévision, toutes chaînes confondues, renoncent, sauf rares exceptions, à inviter les travailleurs à donner leur point de vue sur la situation prévalant dans leur entreprise. De telles attitudes sont trop systématiques pour n'être pas concertées au plus niveau. Elles s'accompagnent d'ailleurs de véritables mesures de censure à l'encontre de certains films ou interviews qui, bien qu'ils aient été réalisés et parfois programmés, sont néanmoins interdits d'antenne à la dernière minute.

▶ **Dans le domaine des libertés,** radios et télévision ne soufflent mot des atteintes aux libertés syndicales et individuelles quotidiennes dont sont victimes les travailleurs sur leurs lieux de travail. De plus, quand sortira-t-on de « l'oubli » tout ce qui touche aux milices patronales ?

Une commission des libertés siège à l'Assemblée nationale, où sont appelés à témoigner de hautes personnalités du monde politique, syndical, religieux, philosophique, scientifique, littéraire. Qu'entend-on à la radio et à la télévision des travaux de cette commission ? Qu'en dit-on dans les journaux radio-télédiffusés ?

Des enseignants, des fonctionnaires, des magistrats sont victimes de l'autoritarisme du Pouvoir. L'information donnée autour de leur drame est, le plus souvent, désolidarisante lorsqu'elle n'est pas outrageusement incomplète. Sans parler des nombreux cas volontairement ignorés. Depuis plusieurs mois, les journaux radiodiffusés et télévisés, les éditorialistes des différentes chaînes de radio tentent d'accréditer l'idée selon laquelle sécurité et liberté seraient antinomiques et qu'il faudrait pour atteindre à plus de sécurité concéder quelques reculs sur le plan des libertés. Qu'on se rappelle, à ce propos, la publicité donnée aux opérations « coup de poing » du ministre de l'Intérieur. Qu'on se rappelle les attaques portées sur les ondes au droit de manifester.



Edmonde Charles-Roux.

Radios et télévision ne disent mot des propositions des trois partis de gauche dans le domaine des libertés. La manière dont fut rapporté le rassemblement sur les libertés, organisé par le P.c.f. le 9 octobre 1975 à la porte de Pantin, constitue un véritable déni d'information.

▶ **Dans le domaine des grands problèmes politiques,** le Comité dénonce le manque d'objectivité dont ont fait preuve radios et télévision en exposant la politique universitaire du gouvernement. Les déclarations du secrétaire d'Etat aux Universités, ainsi que des autres membres du gouvernement et les interventions des forces de l'ordre ont constitué l'essentiel de l'information des Français sur la crise universitaire.

Quant au débat sur la politique de la famille à l'Assemblée nationale, les Français n'ont pu prendre connaissance, ni à la radio ni à la télévision, des solutions proposées par les partis de gauche.

En matière de politique militaire et de défense, le seul débat sur l'armée qui avait été programmé à la télévision (le 11 novembre sur Antenne 2) et qui aurait pu permettre d'informer les téléspectateurs sur la position des partis de gauche, n'a jamais pu avoir lieu.

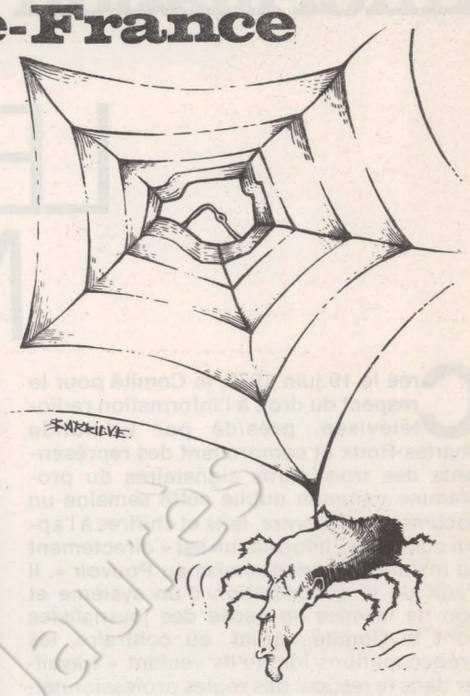
Les initiatives politiques des partis de gauche sont absolument sous-traitées par l'ensemble des chaînes de radio et de télévision. La part qui leur est faite est sans commune mesure avec le traitement réservé aux réunions des clubs, groupes, associations et partis de la droite. Ainsi, le congrès du Mouvement des radicaux de gauche à Paris, l'appel de Georges Marchais aux chrétiens à Lyon et le voyage de François Mitterrand chez les viticulteurs du Midi ont donné lieu à des manquements grossiers ou à des déformations choquantes de l'information.

▶ **Dans le domaine des relations et réalités internationales,** les atteintes à l'équilibre de l'information sont aussi graves. Radio et télévision n'ont, par exemple, exposé que le point de vue gouvernemental sur la conférence dite Nord-Sud entre les pays développés et le tiers monde, sans présenter les propositions des partis de gauche. La conférence monétaire de Kingston (Jamaïque), qui consacra le ralliement des thèses françaises aux thèses américaines, n'a pu donner lieu à aucun commentaire de la part de l'opposition.

Plus généralement, en matière d'information internationale, seule la sensibilité de la droite ressort des divers commentaires →

Conseil régional de l'Ile-de-France

TARTUFFE AU POUVOIR



A 9 heures du matin, jeudi, il y avait grande animation dans la rue Barbet-de-Jouy, petite rue provinciale égarée au cœur de Paris. Les 164 membres du Conseil régional de l'Ile-de-France — la région parisienne a désormais ce nom, archaïque et peu conforme à l'Histoire et à la géographie — s'entassaient dans une salle prévue pour les 54 membres de feu le conseil d'administration du District.

La différence la plus évidente entre hier et aujourd'hui tient au nombre des membres de l'Assemblée chargée en principe de représenter les dix millions d'habitants de la première région de France: on est passé de 54 à 164. L'inflation, en somme. Pour le reste, il faut être plus nuancé. Le District du général de Gaulle était un Parlement européen. La région de Valéry Giscard d'Estaing ne vaudra guère mieux.

Car le Pouvoir giscardien a retenu un système d'élection qui n'a laissé à la gauche qu'un quart des sièges, alors que François Mitterrand avait obtenu en 1974 la majorité absolue dans l'ensemble de la région et que, aux dernières cantonales, les candidats de gauche dans l'ensemble des cantons renouvelables ont regroupé plus de suffrages que ceux de la majorité dite présidentielle.

Le Conseil régional a été élu au second degré — comme le Sénat — mais à partir de plusieurs collèges utilisant des modes de votation différents. Au lendemain de la pénible élection de Valéry Giscard d'Estaing, le District avait constitué une commission chargée d'examiner un projet de réforme du statut de la région parisienne. Cette commission, devenue le seul organisme que le gouvernement Chirac avait prévu de consulter, retint à une quasi-unanimité la règle suivante: l'élection se ferait au deuxième degré, mais avec l'application de la proportionnelle dans tous les collèges. Les deux représentants de la gauche (un pour le Parti socialiste, un pour le Parti communiste), tout en rappelant leur attachement à l'élection au suffrage direct, avait accepté ce compromis comme un pas en avant et une brèche dans la sacro-sainte règle du majoritaire. Il faut souligner, pour mieux apprécier ce qui va suivre, que cette proposition de la commission n'aurait pas donné la majorité à la gauche, puisqu'on partait de collèges élus au scrutin majoritaire dans le cadre de circonscriptions découpées de façon toujours défavorable à l'opposition.

Cette garantie ne parut cependant pas suffisante au Pouvoir giscardien. Lorsque le texte du District fut connu à l'Elysée, ce fut un beau tollé. Et la majorité du conseil d'administration, fortement tancée, se couvrit une fois encore de ridicule en désavouant sa propre commission. Elle adopta un système saugrenu mêlant, selon les besoins, le majoritaire et la proportionnelle. Un bel exemple d'opportunisme politique !

Le système proportionnel s'est appliqué dans les collèges des députés, des sénateurs et des maires, qui ont élu 92 membres du Conseil régional. En revanche, les 30 délégués de Paris et les 42 délégués des sept Conseils généraux de banlieue devaient être désignés selon le règlement décidé par leurs Assemblées. Ce délicat euphémisme cachait l'application du système majoritaire. Pourquoi ? Parce qu'il n'était pas question pour le Pouvoir giscardien de prévoir la moindre représentation de la gauche au titre de Paris.

Cette affirmation a été confirmée par les faits, lors de la réunion du Conseil de Paris. Giscardiens, centristes et U.d.r., pour une fois réconciliés, refusèrent le moindre siège à la gauche. Ce qui conduisit les Conseils généraux de banlieue à retenir à leur tour le système majoritaire; les uns, ceux de droite, forts de l'exemple de la capitale — un exemple venu d'en haut — et les autres, ceux de gauche, pour préserver à l'opposition une représentation dans le futur Conseil.

Mais l'astuce de la droite a été payante. Paris n'a pas un seul élu de gauche au Conseil régional au titre des élus locaux — seuls, en effet, des élus nationaux, sénateurs ou députés, tous communistes, ont pu être désignés. En revanche, l'application de la proportionnelle dans le collège des maires a garanti une représentation réactionnaire, au titre des élus locaux, dans tous les départements, y compris dans ceux où la gauche est majoritaire au Conseil général. Mieux: le système retenu, qui fait de chaque maire un électeur — alors que la commission du District avait proposé un collège composé de tous les conseillers municipaux ou à l'image du collège des électeurs sénatoriaux — a renforcé la droite qui dirige dans la plupart des cas les communes les moins peuplées. C'est ainsi que dans le Val-de-Marne, où la gauche est très largement majoritaire quant aux suffrages exprimés par la population, elle ne l'est pas au collège des maires !

Rarement un Pouvoir central a mis autant d'habileté à truquer des élections. C'est que le régime a besoin d'une image de marque démocratique. Son autoritarisme se camoufle derrière une façade de « concertation » et de faux respect des règles libérales. Tartuffe est au pouvoir et n'entend pas le perdre. Or, dans l'affaire de la région Ile-de-France, il fallait non seulement être majoritaire au Conseil régional, mais encore éliminer toute opposition en ce qui concerne Paris.

Avec la majorité à la région, le Pouvoir giscardien dispose d'une Assemblée qui obéira finalement, même lorsqu'elle grognera, aux instructions de la préfecture de région, qui est elle-même branchée en ligne directe sur l'Elysée. Avec le contrôle de Paris, il conserve son autorité absolue sur le département le plus riche de la région. Ce n'est pas sans raisons que l'U.d.r. Christian de La Malène a toujours été à la fois rapporteur du budget de la Ville de Paris et rapporteur du budget du District. Des hommes qui ont couvert les affaires de La Villette et du « trou » des Halles n'entendent pas qu'on puisse regarder de trop près leurs activités.

Les responsabilités des représentants de la gauche, élus sur des listes uniques dans le cadre d'un accord régional, seront donc très grandes. Ils auront non seulement à être les porte-parole de la majorité de la population de la région parisienne, mais encore à deviner et à découvrir, derrière le verbiage administratif, des opérations qui, si l'on en juge par ce qui a été fait depuis quinze ans, ont toujours pour finalité de livrer la première région de France soit à l'arbitraire du Pouvoir central, soit à celui des forces économiques capitalistes. Plus nombreux qu'au Conseil du District, leur action sera plus efficace. Elle n'en sera pas moins difficile.

CLAUDE FUZIER

→

radio-télédiffusés. En ce qui concerne les éditoriaux du matin, on peut légitimement se demander si certains journalistes ne font pas office de porte-parole du Quai d'Orsay.

Enfin, radio et télévision taisent les atteintes aux libertés, taisent aussi les crimes commis dans les pays à régime dictatorial ou fasciste. On a pu constater récemment que radio et télévision consacraient plus d'importance au mariage du roi de Suède qu'à la répression meurtrière exercée sur la population noire en Afrique du Sud.

Ce « constat brut » a été établi à partir de l'écoute régulière de neuf des principaux journaux d'information radio-télévisés diffusés par T.f. 1, Antenne 2, France-Inter, R.t.l. et Europe 1. Il est suivi d'annexes soulignant le déséquilibre dans les interventions sur ces différents postes des représentants de la majorité et de ceux de l'opposition pour les quatre premiers mois de 1976 (en ce qui concerne la radio, c'est sur France-Inter que le déséquilibre est, de loin, le plus flagrant) :

Janvier : 202 interventions de la majorité, 66 de l'opposition (rapport : 3 à 1).

Février : 168 et 85 (rapport : 2 à 1).

Mars : 261 et 63 (rapport : 4 à 1)

Avril : 212 et 68 (rapport : 3 à 1).

Le document ajoute que ces écarts seraient encore plus importants « si l'on avait pris en compte les interventions faites dans les 22 journaux régionaux de F.r.3, où l'on assiste régulièrement à de véritables festivals de la majorité »

A noter encore que l'émission « C'est à dire » d'Antenne 2, principale émission de débats politiques jusqu'à la création de « L'événement » sur T.f. 1, en février dernier, a appelé entre le 1er octobre 1975 et le 9 juin 1976 dix « grands témoins » appartenant à la majorité (Fourcade, Haby, Dominati, Lecanuet, Simone Veil, Servan-Schreiber, Poniatowski, Edgar Faure, Durafour, Debré) contre trois appartenant à l'opposition (Rocard, Marchais, Mitterrand), à quoi s'ajoute le « face à face » Fourcade-Mitterrand du 2 mars, mais aussi le « spécial » Chirac du 23 juin !

Les représentants des trois partis vont présenter eux mêmes ce document aux directeurs des différentes stations. Face au constat minutieusement dressé, se contenteront-ils, comme il y a un an, de crier au procès d'intention ?

changer la vie politique

LA VICTOIRE DU BON SENS

Les élections municipales sont une étape importante dans la lutte contre le Pouvoir. Pour les socialistes, l'objectif est clair : il s'agit non seulement de consolider les positions acquises, mais aussi d'en gagner d'autres, de tout faire et partout pour assurer la victoire de la gauche contre la droite.

Faut-il le redire, au risque de lasser, notre tactique électorale s'inscrit dans la stratégie d'union de la gauche fondée sur le programme commun. Celle-ci ne s'oppose pas à l'affirmation de la personnalité du Parti socialiste,de son identité, du choix de société qui est nôtre. Au contraire, nous avons la conviction que le développement du Parti socialiste renforce l'union, la rend plus crédible.

C'est dans cet esprit que nous avons proposé à nos partenaires, dès le congrès de Dijon, la recherche du meilleur accord possible de la gauche. La rencontre au sommet de lundi a marque un progrès important dans cette voie. Ce que la logique commandait a été admis par tous : la discussion va enfin s'engager à la base.

Une autre difficulté a été levée. Pour la composition des listes, sera pris en compte l'ensemble des résultats électoraux obtenus par chaque parti depuis la signature du programme commun. Il était, en effet, impossible de figer les situations à 1973 et d'effacer les cantonales de 1976.

Bien entendu, la référence aux résultats électoraux n'est pas à manier comme une règle à calcul, pas plus qu'elle ne doit conduire à établir je ne sais quelle moyenne. C'est un bon moyen pour apprécier la réalité locale de chaque parti et les évolutions en cours. L'essentiel est d'assurer à chacun une représentation équitable en fonction de l'audience qui lui est aujourd'hui reconnue.

C'est une des raisons qui justifiaient que la négociation se noue à l'échelon local et départemental. Au Parti communiste qui disait « Accord partout », nous avons répondu « Négocions partout » et le bon sens l'a emporté.

Les socialistes rechercheront loyalement l'accord de toute la gauche. Ils l'avaient dit à leur congrès de Dijon et René Andrieu a eu le tort d'en douter. Il commet une autre erreur dans « l'Humanité » de mardi, lorsqu'il veut à tout prix imputer à son parti le bénéfice de l'accord intervenu.

Le P.s. a peu de goût pour ce genre de triomphalisme. J'observe simplement que, lors de la rencontre du 21 mai, François Mitterrand proposait, au nom de la délégation socialiste, « un accord national en vertu duquel les radicaux de gauche, les communistes et les socialistes seraient dès maintenant invités à rechercher partout, dans le cadre de leurs structures départementales et locales, le meilleur accord possible dès le 1er tour de scrutin » (1).

Si cette proposition avait été alors retenue, on aurait gagné du temps. Il est ainsi démontré, une fois de plus, qu'il vaut mieux laisser les fausses querelles au vestiaire. L'union de la gauche a tout à y gagner.

PIERRE BEREGOVOY

(1) Voir « Le Poing et la Rose - Responsables », n° 13, du 10 juin 1976.

LE P.S. ET LA JEUNESSE

Edith Cresson a présenté mardi à la presse les membres du Comité pour la jeunesse et l'éducation permanente du Parti socialiste, qui ont notamment évoqué les problèmes des associations culturelles et sportives régies par la loi de 1901. L'animation socio-culturelle pratiquée par ces associations a pour but de développer, à travers la vie associative, l'esprit communautaire dans la population. Or la situation qui leur est faite actuellement les empêche de remplir ces fonctions. Cette situation nuit gravement à la jeunesse et à la mise sur pied d'une véritable éducation permanente.

Le Comité pour la jeunesse et l'éducation permanente regroupe des membres du P.s. qualifiés par leur compétence dans le secteur de la jeunesse, de la formation et de l'éducation permanente, les représentants des Mouvements de la jeunesse et des étudiants socialistes, et les représentants des organismes spécialisés travaillant en liaison avec le P.s. Il propose, avec la délégation à l'Education (Louis Mexandeau), la délégation Sports-Loisirs (Michel Sainte-Marie), la délégation à l'Emploi (Jean-Paul Bachy), la délégation aux Entreprises (Alain Rannou) :

— 12 mesures immédiates pour sauvegarder la vie associative ;
— 4 mesures sur l'activité sportive ;
— Les principes de base d'une politique socialiste pour le fait associatif ;
— le rappel des positions du P.s. en matière d'éducation permanente ;
— la position du P.s. en matière d'apprentissage.

Les responsables nationaux du Mouvement de la Jeunesse socialiste ont, en outre donné des précisions sur son organisation et les campagnes de rentrée prévues. Ils ont fait le compte rendu de la Rencontre européenne de la jeunesse et des étudiants, à Varsovie. Ils annoncent enfin des stages de formation théorique et pratique à Paimpol (23-30 juillet), à Confolens (8-15 août), à Saint-Nazaire et en Gironde (6-12 septembre), ainsi qu'un week-end (24-25 juillet) en Ardèche.

QUI MENACE QUI ?

La vaste campagne sur la sécurité de Michel Poniatowski porte à présent sur la montée des vols. Elle vise, en réalité, à polariser l'opinion contre des « voyous omniprésents », et, dans le climat d'angoisse et de malaise qu'elle suscite, à étendre le dispositif répressif en vue d'une application tant politique (voir la condamnation de Simeoni) que pénale. Ainsi s'explique le chiffre record de 4 condamnations à mort prononcées par des cours d'assises lors des quatre derniers mois. De même comprend-on que, dans un tel climat, des inspecteurs de police en viennent à se transformer en justiciers. Après les « bavures » du « Thélème », de Charenton et de la rue du Château-des-Rentiers, l'assassinat « par erreur » de Bernard Baptédou, le 23 juin, interdit d'accepter plus longtemps l'excuse de la bévue. Comment peut-on inculper ces deux policiers de « coups volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et parler, dans le même temps, de légitime défense ? La C.f.d.t.-Police rappelle fort à propos que Robert Pandraud, directeur de la Police nationale, déclarait le 2 juin : « Il est nécessaire que dans tous les cas où le feu doit être ouvert, ce soit le policier qui ait le dernier mot. Et quand je dis le dernier mot, je veux dire régler définitivement le problème. »

UN PERE TRES « PROTÉGÉ »

Le père Fabre, le tortionnaire de l'Espélidou, a été incarcéré vendredi. Après la mort, le 15 février dernier, de la petite Isabelle Le Menach, le père Fabre restait en liberté. L'instruction découvrait qu'en dehors de cet « homicide involontaire » pour lequel il était inculpé, René-Emile Fabre avait exercé des sévices sur les jeunes débiles mentales qui lui avaient été confiées.

Mais, bizarrement, l'enquête sur la mort d'Isabelle et celle sur les sévices ont été confiées à deux juges différents.

A Montpellier, on murmure que le père Fabre dispose de hautes protections et, en tout cas, de celle du psychiatre officiel de l'Espélidou, le Dr Savelli. Ce dernier a été pris à partie par ses étudiants de médecine, qui n'oublient pas l'affaire de la petite Isabelle : depuis le 1er juin, un de ces étudiants, Bruno Eveillard, est écroué pour avoir « frappé » le professeur et endommagé sa voiture.

R.S.V.P.

Une atteinte de plus à la dignité des demandeurs d'emploi : c'est André Labarrère, député-maire socialiste de Pau, qui vient, dans une question écrite au ministre du Travail, de soulever ce problème : « De plus en plus souvent, les offres d'emploi relevées dans la presse, soit ne correspondent pas à des offres réelles, soit ne reçoivent pas de réponse, même négative, de la part des annonceurs ».

Elections

GUENA DIVAGUE



« Maintenant, c'est la gauche qui est dans le creux de la vague », croyait pouvoir affirmer le 20 juin Yves Guéna, secrétaire général de l'U.d.r. qui, décidément remarquable observateur, affirmait encore à la veille de l'accord entre les trois partis de gauche sur les municipales que « la belle époque de l'alliance socialo-communiste est révolue ».

Quelques jours après, Jacques Chirac, invité d'Antenne 2, reprenait l'argument. Le ton est désormais donné pour les discours dominicaux d'une droite aux abois depuis les cantonales et qui n'hésite pas à recourir aux pires sophismes. L'ennui pour elle, c'est que tout cela est démenti par la réalité, telle qu'on peut par exemple l'observer à travers les élections partielles et les sondages.

Poussé par la vague

En dépit des mensonges du ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski (« net recul de l'opposition ») la gauche dans son ensemble et le Parti socialiste en particulier (+ 3,6 %) ont progressé à Tours. A Creully (Calvados), le ministre de l'Industrie triche en parlant d'un siège perdu par l'opposition, puisque le radical qui a été battu le 22 juin avait contre lui, au second tour de 1973, un candidat du P.s. Quant à Guéna, trop empressé dans ses totaux, il oublie dans ses comptes 7 cantonales et 7 municipales ! La majorité détenait 9 cantons sur les 12 soumis à réélection depuis le 15 mars ; l'opposition, 3 (1 communiste, 1 radical de gauche, 1 extrême gauche). Désormais, le rapport de forces est de 8 contre 4 (1 P.c.f., 2 P.s., 1 extrême gauche).

Mais il ne faut pas mesurer les résultats à la seule aune de la victoire — il est aisé de vaincre dans des fiefs. Il convient aussi et peut-être surtout d'analyser les évolutions en voix. Dans l'ensemble, les résultats sont bons pour la gauche et à Henrichemont (Cher), à Châtelet-en-Brie (Seine-et-Marne), à Saint-Aubin-d'Aubigné (Ille-et-Vilaine), à Niviers (Ardèche), à Creully (Calvados), à Confolens (Charente), on assiste par rapport à 1973 à une forte poussée du P.s., comparable à celle des cantonales de mars dernier ; parfois, même il double ses voix. Cette poussée se traduit par deux succès, l'un à Niviers sur un « socialiste indépendant », l'autre à Henrichemont sur un modéré. Retenons il est vrai qu'à Boulogne-Billancourt — où il y eut 60 % d'abstentions — et à Ay (Marne), les résultats sont plus décevants par rapport à mars 1976.

Le Parti communiste conserve son siège à Mezel (Alpes de Haute-Provence), progresse à Ligny-le-Châtel (Yonne), à Niziers, à Ay, à Saint-Paul-sur-Ubaye (Alpes de Haute-Provence) et à Confolens ; il stagne à Boulogne-Billancourt et décline à Saint-Aubin-d'Aubigné, à Creully, à Châtelet-en-Brie.

Dans les 12 élections municipales, la gauche emporte des sièges à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), à Gannat (Allier), à Louviers (Eure), à Woippy (Moselle), à Marly-la-Ville (Val-d'Oise), à Courpière (Puy-de-Dôme), à Neuvie (Dordogne). A Eu (Seine-Maritime), à Roquemaure (Gard) et à Teil (Ardèche), la droite maintient ses positions, tandis qu'elle place deux modérés dans une ville de centre gauche, Bruyères (Vosges).

La preuve par 9

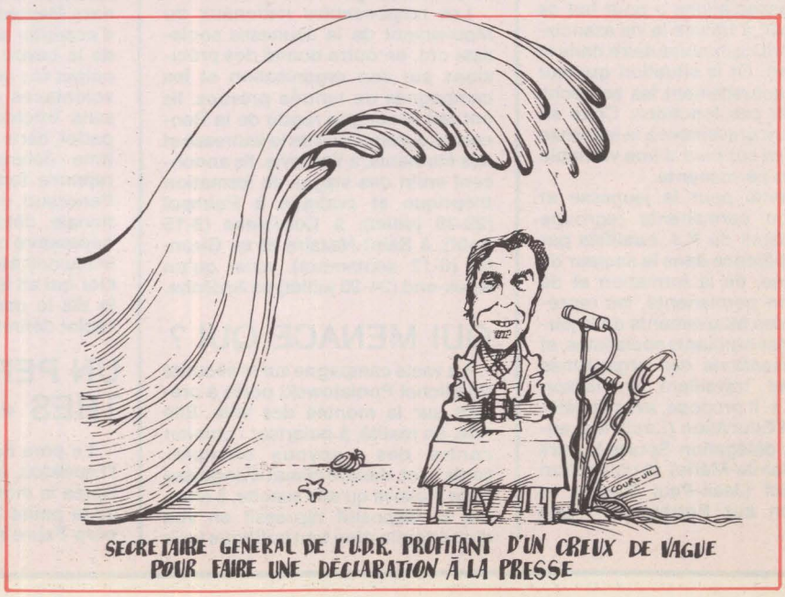
Les sondages n'enregistrent pas, eux non plus, de reflux général des formations de gauche. Depuis l'élection présidentielle, la gauche n'est jamais descendue en dessous des 49 % et on a même pu lire dans un sondage Ifop-« France Soir », à la veille des cantonales, que la gauche était proche des 56 % ! Depuis, tous les sondages la placent, en cas d'élections législatives, entre 51 % (Sofres-« Elle » du 28 juin) et 52 % (Publimétrie-« Aurore » du 28 mai).

Au demeurant, à la question suivante : « Pensez-vous qu'aux prochaines élections législatives, en 1978, une victoire de la gauche est très probable — ou assez probable ? » les Français, plus subtils que les dirigeants de la majorité, répondaient positivement à 58 % entre le 15 et le 21 mars (Sofres-« Nouvel Observateur ») et à 57 % entre le 17 et le 22 mai (Sofres - « Elle » du 28 juin).

François Mitterrand est constamment en tête dans les enquêtes d'opinion sur la popularité des hommes politiques y compris dans celle réalisée pour « Elle » auprès d'un public féminin. Et l'indicateur mensuel de la Sofres sur la cote des partis traduit régulièrement une mesure très positive pour le Parti socialiste. Les sondages placent régulièrement le P.s. et les radicaux de gauche entre 27 % et 30 % (en 1973, ils totalisaient 21 %) et on a pu lire, dans un sondage Ifop réalisé le 10 mai, qu'aux 27 % du P.s. pourraient s'adjoindre 28 % d'électeurs possibles (« France-Soir » du 15 mai). Enfin, toutes les projections de voix en sièges pour des législatives donnent une majorité à la gauche.

Ainsi, au seul vu de ce simple survol, on est loin des affirmations tendancieuses de la majorité. La bonne santé électorale de la gauche et du Parti socialiste n'implique pas la victoire partout, ni de fortes poussées chaque dimanche, ni encore un dépassement systématique du P.c. par le P.s. Mais les tendances principales dégagées depuis deux années — poussée de la gauche et progression du P.s. — sont confirmées. Les remarquables résultats de 1974 pour les présidentielles et de 1976 pour les cantonales ne sont pas des accidents dans l'histoire électorale de la gauche, mais de nouvelles étapes dans sa longue marche vers le pouvoir...

GERARD LE GALL



SECRETAIRE GENERAL DE L'U.D.R. PROFITANT D'UN CREUX DE VAGUE POUR FAIRE UNE DECLARATION A LA PRESSE

DE GAULLE, CHEVÈNEMENT ET LE PROGRAMME COMMUN

PAR LIONEL JOSPIN

Jean-Pierre Chevènement vient de donner à « l'Appel », feuille gaulliste jusqu'ici assez confidentielle, une interview dont certaines formulations ont obtenu — vu leur caractère étrange et la grande presse s'en étant mêlée — un large écho.

Dans ce texte, notre camarade risque l'audacieuse formule suivante : « Je pense que si le général de Gaulle vivait, il ne verrait aucun inconvénient à adopter l'essentiel des dispositions économiques et sociales du programme commun, s'il était en position de les promouvoir comme en 1944 ». Cette phrase a choqué. Elle m'inquiète.

Mon but est ici d'exprimer publiquement le trouble qu'a suscité cette déclaration chez de nombreux militants du Parti, notamment dans les entreprises. Il est surtout, en m'adressant à Chevènement, de l'amener à clarifier sa position qui me paraît peu compatible, du moins à première vue, avec l'analyse socialiste.

Interrogé au Bureau exécutif, Chevènement a répondu qu'il voulait lancer un débat. Sur ce point, il a raison. Il nous faut savoir utiliser les contradictions de la classe dirigeante et les possibilités que révèle la crise actuelle de la majorité. Il est bon de chercher à élargir l'assise politique sur laquelle s'appuiera l'union de la gauche. Il est souhaitable d'analyser plus finement les différentes composantes de la bourgeoisie française (encore que l'idée de redonner un rôle historique à la « bourgeoisie nationale », dans un vieux pays capitaliste comme le nôtre, ancien colonisateur, où la révolution démocratique approche son deuxième siècle d'existence, comme s'il s'agissait d'un pays sous-développé sans prolétariat comme l'Egypte de Nasser ou peut-être le Pérou actuel, paraît bien légère...). On peut discuter de l'influence réelle, au plan national, des radicaux de gauche (à condition de respecter les décisions du parti et donc le contrat politique signé avec eux). On peut s'illusionner plus ou moins — je suis parmi les sceptiques — sur le caractère indépendant de la politique extérieure menée par le général de Gaulle (tout en rappelant qu'indépendant ne signifie pas progressiste ; qu'on peut en toute indépendance bombarder Bizerte, isoler la Guinée, vendre des armes à l'Afrique du Sud et imposer aux travailleurs français de se sacrifier... pour assurer «l'indépendance »).

Mais je ne pensais pas qu'il pouvait y avoir entre nous malentendu sur la nature de classe du gaullisme, sur l'analyse de la politique économique et sociale du régime né en 1958 d'un coup d'Etat légalisé. Car c'est fondamentalement sur la « question sociale », sur les intérêts qu'il défend, sur la place qu'il fait aux revendications des travailleurs que nous, socialistes, jugeons un régime ou un gouvernement. C'est cette méthode et ce patrimoine commun que semble remettre en cause la formule de Chevènement. Donc il faut faire la lumière.

Nombreux sont ceux qui n'ont pas oublié, particulièrement dans le monde du travail, ce qu'à signifié le gaullisme sur le plan économique et social. Le plan Rueff-Armand de 1958 (dévaluation, suppression de l'échelle mobile des salaires, hausse des prix, ponction sur la consommation) ou le plan de stabilisation Giscard de 1963 ; l'acceptation d'un « volant de chômage » (dès 1965) comme prix de la rentabilisation et de la concentration de l'appareil productif ; l'interpénétration du secteur public et des intérêts privés (privatisation d'un côté, subventions de l'autre) ; les ordonnances contre la Sécurité sociale, la limitation du droit de grève dans le secteur public, la réquisition des mineurs en grève sont de singuliers mérites historiques. Nous persuader que cette politique puisse déboucher — même à titre posthume — sur la « signature » du programme commun sera malaisé.

De Gaulle a offert à la bourgeoisie française — c'est vrai, en lui imposant des contraintes, en s'émancipant partiellement d'elle comme dans tout régime de type bonapartiste — sa dernière tentative historique de s'affirmer sur l'arène internationale. Mais, justement, toute sa politique économique et sociale a eu pour objectif de faire payer à la masse de la population les frais de cette difficile tentative de restauration. De ce point de vue, politique extérieure et politique intérieure sont intimement liées. Il est clair que Jean-Pierre Chevènement le comprend. Il est ennuyeux que cela l'entraîne à une réhabilitation de la politique sociale de De Gaulle.

D'autant que, par là même, il émousse la pointe du programme commun. De nombreux camarades et moi-même avions cru approuver un programme de rupture avec la société capitaliste. Chevènement nous précise dans « l'Appel » : « Qu'est-ce au fond aujourd'hui que le programme commun, sinon la variante moderne du programme du C.n.r. ? Il prévoit des nationalisations dans les secteurs de pointe ». En somme notre camarade nous propose le dilemme suivant: ou considérer le programme commun comme « réformiste » ou prendre de Gaulle pour un « révolutionnaire ». On critique à gauche et on tombe à droite...

Chevènement dira peut-être qu'il a pris ses précautions en écrivant : « S'il était en position de les promouvoir, comme en 1944 ». Cette restriction révèle une curieuse lecture de l'Histoire ou d'étonnants regrets inconscients. On pourrait, bien sûr, parler du de Gaulle de 1945 et de la chance qu'il a représentée pour une classe déconsidérée par son attitude sous l'Occupation. Il faudrait rappeler le de Gaulle de 1947 et l'aventure du R.p.f. Mais là n'est pas l'essentiel. Ce qui surprend dans le texte de « l'Appel », c'est ce bond de 1944 à 1972 — ou aujourd'hui — par-dessus le second épisode gaulliste. Le gaullisme est, en termes politiques actuels, ce qu'il a fait entre 1958 et 1968. La confusion des temps est dangereuse en politique.

A moins, bien sûr, que l'opposition constante à de Gaulle à partir de 1958 relève du malentendu ou de l'erreur stratégique. Si la gauche pouvait souffler au Général-président — à condition, naturellement, de lui laisser le soin « de les promouvoir comme en 1944 » — les principales dispositions économiques et sociales qui feront son programme en 1972, alors c'est Guy Mollet qui a eu raison en 1958, la candidature unique de la gauche sur le nom de Mitterrand en 1965 a été non pas un point de départ, mais une faute et 1968 un mouvement incompréhensible ou... poujadiste. Enfin, au lieu de voter « non » au référendum de 1969, nous aurions du répondre par un « oui, mais » social.

Cette sorte de réhabilitation de la capacité de réforme du gaullisme est d'autant plus mal venue que les héritiers du Général sont encore au pouvoir. De ce point de vue, ni le gaullisme ni de Gaulle ne sont rendus à l'Histoire. Ils sont en face de nous ; ils restent à combattre.

Tenter de dissocier les forces de la majorité, bien sûr ! Conquérir ceux qui nous refusèrent leurs suffrages et les donnèrent au gaullisme, sans doute ! Mais sur nos positions, autour de nos idées. Pas au prix de la confusion politique.

Se laisser aller à dire que de Gaulle aurait pu « adopter » les dispositions économiques et sociales du programme commun c'est risquer de confondre « l'extinction du paupérisme » et le « Manifeste communiste », Badinguet et Jules Vallès, la participation et l'autogestion, le paternalisme social et le socialisme.

Je sais que ce n'est pas la pensée de Jean-Pierre Chevènement. C'est pourquoi je lui demande amicalement de réintégrer le courant de gauche.

changer la vie sociale et économique

MEDECINS PAS AUX ORDRES

« Rigolez pas, ils n'ont pas l'habitude » : parce qu'un ouvrier de chez Peugeot se moquait gentiment d'un médecin qui distribuait maladroitement des tracts, un de ses camarades a fait cette réflexion. C'est vrai, les gens de la médecine du Travail n'ont pas tellement l'habitude de distribuer des tracts aux portes des usines. Pourtant, devant les grilles de chez Peugeot à Lille, vendredi dernier, ils étaient une quinzaine, membres du Syndicat national des médecins du Travail : ils voulaient ainsi soutenir leur confrère, le Dr Alain Thilliez, menacé de licenciement par la direction de Peugeot. Ils montraient aussi, par leur présence, que les médecins aux ordres du patron ne sont pas aussi nombreux que le souhaitent les chefs d'entreprise. L'action a porté ses fruits puisque le ministère du Travail, a pour l'instant, refusé de suivre la direction de Peugeot.

MONSTRES A ANTIFER

Pas moins de trois ministres (Jean Lecanuet, Robert Galley et Marcel Cavaillé) afin d'inaugurer vendredi dernier Antifer, le nouveau port (coût : 890 millions) proche du Havre pour pétroliers de 500 000 tonnes. Et de baptiser l'un de ces derniers, le « Batillus » (coût : 550 millions !).

Il y a quelque temps que la région havraise attendait un investissement de taille, notamment dans le domaine portuaire. Là, on souhaitait des investissements favorisant un accroissement du trafic général marchandises qu'auraient accompagnée l'installation d'industries mécaniques, électriques, de réparation, etc. Et, en définitive on se retrouve avec Antifer, une réalisation qui va accentuer la spécialisation pétrolière et pétrochimique de la région. Or, il s'agit là de secteurs largement automatisés, donc peu créateurs d'emplois : Antifer ne va amener qu'une quarantaine d'emplois nouveaux !

Tout cela pour un prix à payer exorbitant. En argent, d'abord : sur les 890 millions, 640 viendront du contribuable. Qui, en revanche, ne sera pas invité à partager les profits d'Antifer. Profits assurés, puisque les « économies d'échelles » que permettront de réaliser les bateaux géants se situeront entre 4,20 et 8 F la tonne. Comptons pour rien le monopole de fait que, pour les superstructures du port et les installations de stockage, on a accordé à une société liée... aux compagnies pétrolières, par Banque de Suez interposée.

Prix à payer aussi en dégradation du site : Antifer détournant certains courants marins, la falaise de Caux, attaquée, se creuse dangereusement. Prix à payer, enfin, en termes de risques : un pétrolier de 550 000 tonnes comme le « Batillus » est très difficile à manœuvrer. Et, en cas d'incident, la propagation de pollution serait terrifiante. Alors, quand il s'agira de monstres d'un million de tonnes...

Certes, comme le remarquent les sections socialistes du Havre et de Montivilliers, qui ont publiquement protesté contre tout cela, un large débat avec tous les intéressés aurait abouti sans doute à d'autres propositions. Mais qui parle d'introduire la démocratie dans le choix des investissements ?



Distribution de tracts par les médecins du Travail à Peugeot-Lille.

VICHY : PAS EN BEAUTE

Il arrive que la direction d'une société spécialisée dans les produits de beauté se démaquille. Par exemple Vichy-Rue, qui emploie, à Vichy, 270 personnes.

Le 17 juin, le personnel se met en grève pour réclamer l'ouverture de négociations. Certains cadres, solidaires, soutiennent la lutte. Stupeur de la direction : c'est la première grève d'une telle ampleur, et à laquelle participent quelques cadres. Réaction immédiate aussi : la direction d'établissement envoie à l'ensemble du personnel une note stipulant la mutation des cadres grévistes à des postes subalternes.

Dans le même temps, la C.g.c., qui a obtenu les adresses du personnel cadres et agents de maîtrise grévistes, demande aux grévistes de reprendre le travail en affirmant que, malgré tout, le personnel est assez payé (1 600 F par mois) ! Et lorsque enfin les négociations commencent, les délégués se heurtent à une direction dure, agissant en pleine illégalité.

Les cadres ont-ils droit de grève ? « Oui, répond sans honte la direction. Il n'est pas dans notre intention de mettre des gardes-chiourme ou d'instaurer une police privée dans cette usine ». Qu'attend-elle alors pour réintégrer les cadres destitués ? Où s'arrêteront ces mutations ? Dans une entreprise qui se veut libérale, où le super-patron se veut social, on se pose aujourd'hui la question.

NE PAS MELANGER LES TORCHONS AVEC LES BRETONNES !...

Parce qu'il fallait sauver les petites Bretonnes de la prostitution, Mlle de Brignières, vertueuse dame patronesse — Bretonne, elle aussi — avait eu l'idée du Service social breton (S.s.b.). Ouvert en 1974, le Centre est géré par une association loi de 1901. La construction du foyer n'ayant été payée que pour un septième par les départements bretons et le prix de journée étant pris en charge par la Dass, il accueille, en principe, des jeunes femmes de 18 à 35 ans qui n'ont pas de logement, qui ont de grandes difficultés matérielles ou qui sont dans un état de détresse psychologique.

C'est sur ces critères que l'équipe socio-éducative qui travaille au S.s.b. admettait les résidentes. La directrice, elle, tentait en vain de faire adopter d'autres critères. « Elle avait un faible, disent les éducatrices, pour les jeunes Bretonnes vierges et catholiques ». Quant au directeur administratif, un fonctionnaire détaché du ministère de l'Intérieur, son souci est le calme dans le foyer.

Les résidentes ont 15 jours pour trouver du travail mais, en fait de réinsertion sociale, c'est la plupart du temps un travail de ménage qu'elles obtiennent. Aucune visite n'est autorisée pour ces jeunes femmes. Il n'est pas question que les enfants des mères célibataires entrent dans les lieux, même dans le hall. Mais, depuis deux ans, l'équipe socio-éducative tentait de faire modifier ce règlement basé sur la devise « Travail-Famille-Ordre ».

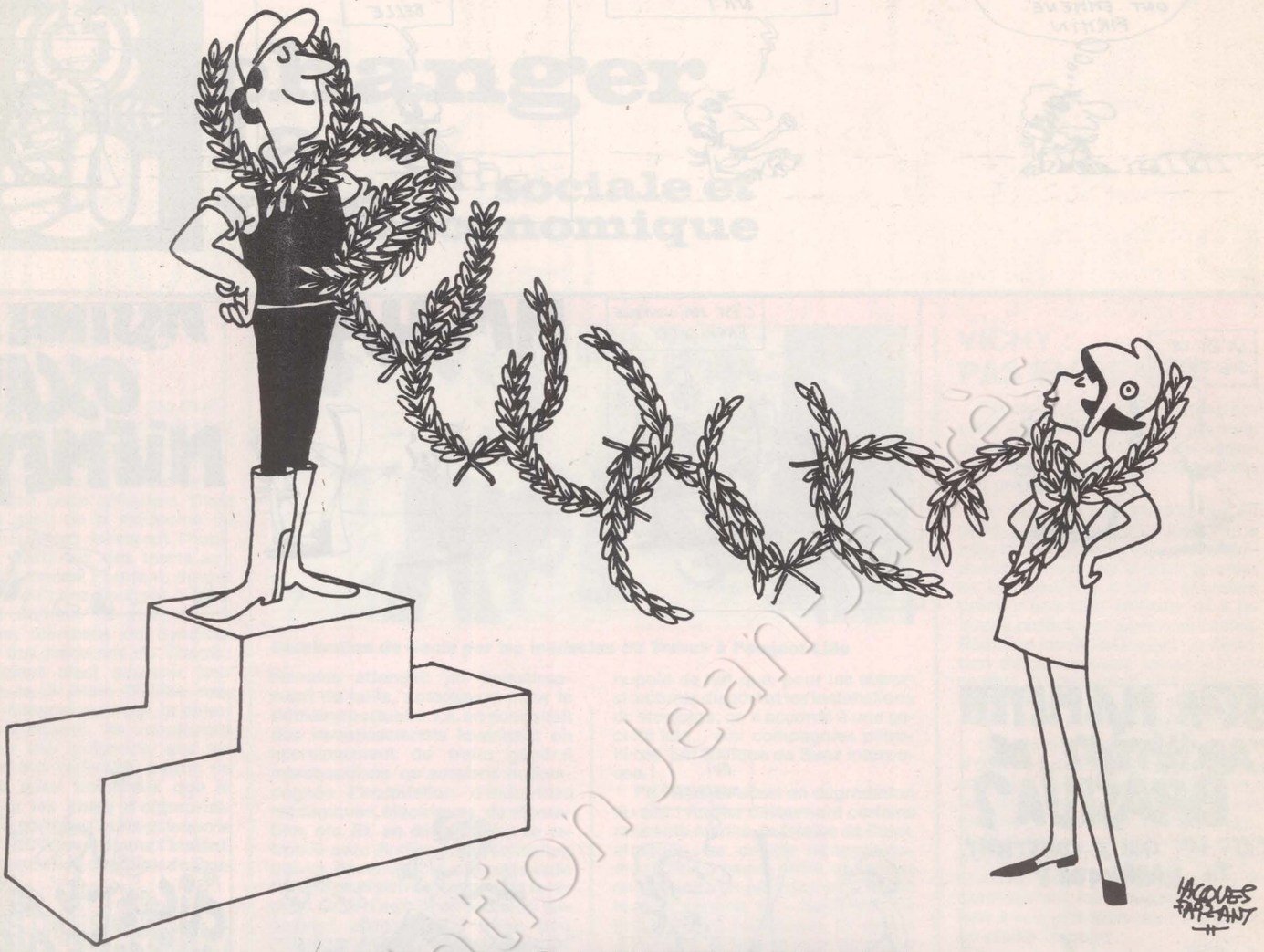
Il y a deux mois, cependant, prétextant une lettre d'un élu breton — le ministre de l'Agriculture, Christian Bonnet — qui s'étonnait « que certaines chambres étaient occupées par des ressortissants de pays africains », la direction a refusé à deux jeunes femmes, une Algérienne et une Française d'origine algérienne, l'entrée du centre. Le 11 mai, la section C.f.d.t. de l'équipe socio-éducative exige l'admission des jeunes femmes. Le 22, la direction répond en attaquant en justice la déléguée syndicale et la C.f.d.t. pour création illégale d'une section syndicale ! Elle bloque, par ailleurs, les admissions : aujourd'hui le foyer ne compte que 40 résidentes sur 70 places libres ! On a profité de la décision de grève illimitée (datant du 11 juin) du personnel pour renvoyer 8 résidentes, dont 4 favorables aux grévistes, et 4 étrangères. Toutes les grévistes ont été licenciées (8 sur 10 membres de l'équipe) et... remplacées par une assistante sociale.

L'inspection du Travail a intenté un procès à la direction pour intention délictuelle face au droit syndical. Les grévistes, elles, informent les gens du quartier, les autres centres d'hébergement, les pouvoirs publics. Elles ont écrit à Françoise Giroud et ont demandé (il y a déjà 15 jours) une entrevue au directeur de la Dass de Paris. La direction, elle, refuse toute négociation. Aussi les grévistes devaient-elles organiser jeudi un rassemblement devant le centre et une marche dans le quartier Montparnasse.

KAPITALINE ET SA BARRICADE



(A suivre)



ELF AQUITAINE : NOS SUCCES VOUS PROFITENT.

ELF AQUITAINE, UNE PARTICIPATION ESSENTIELLE A L'EXPANSION FRANÇAISE.

Elf Aquitaine a 10 ans. 10 ans pour une société c'est bien sûr, plus que jamais, l'âge des promesses mais c'est aussi, déjà, l'âge des bilans.

Nous le disons simplement parce que nous en sommes simplement fiers : le notre est positif. Très largement.

Premier producteur français de gaz naturel, second producteur de pétrole brut, premier investisseur français à l'étranger : nous sommes devenus en 10 ans un groupe de dimension internationale. Nous avons constitué un outil de raffinage et de distribution qui représente aujourd'hui le 1/4 du potentiel national.

Ces succès sont vos succès. Parce qu'ils vous concernent et qu'ils vous profitent. Parce que notre expansion fait partie de l'expansion nationale et pour sa part, la conditionne. Parce que notre rentabilité s'analyse en économie de devises et notre bonne santé en meilleure santé de l'emploi. Parce que la recherche scientifique et le progrès technique bénéficient de nos recherches et de nos progrès.

Le succès d'une entreprise nationale profite à toute la nation. C'est normal.

elf aquitaine

LES INTERETS QUE NOUS DEFENDONS CE SONT LES VOTRES

Ecom

Collection Jean Jaurès

Mexique

LE«P.R.I.» D'UNE DÉMOCRATIE

"Nous sommes plus forts que les Nord-Américains ! Avec tous leurs puissants ordinateurs, ils se vantent de pouvoir connaître le résultat de leurs élections une minute seulement après la clôture du scrutin. Nous, Mexicains, sans aucun équipement électronique, connaissons le nom de notre futur président un an avant la consultation... » Au continent des dictatures, une consultation démocratique — fût-elle à la mexicaine — est observée avec sympathie et respect. Ce qui ne doit pas empêcher d'en souligner les limites. Et de s'en inquiéter. Les élections présidentielles auront lieu dimanche prochain sur tout le territoire des Etats-Unis du Mexique. Le vainqueur — et candidat unique — de cette campagne s'appelle José Lopez Portillo et représente le Parti révolutionnaire institutionnel (P.r.i.), au pouvoir depuis quarante ans.

En réalité, Portillo a été désigné, comme c'est la coutume, par le président en exercice, Luis Echeverria, lui même nommé par son prédécesseur. Car la démocratie mexicaine est une démocratie présidentielle. Elle se présente sous la forme d'une pyramide dont tous les étages sont nommés par le niveau supérieur, quand ce n'est pas directement par le sommet. Ensuite, le P.r.i, organisme de relations publiques ou usine à élections, comme on voudra, est chargé de faire avaliser par la base les instructions venues « d'en haut ». En fait, on ne demande pas tant aux Mexicains d'aller voter que de participer à ce qu'il faut bien appeler un plébiscite et d'entériner le choix de l'administration en place.

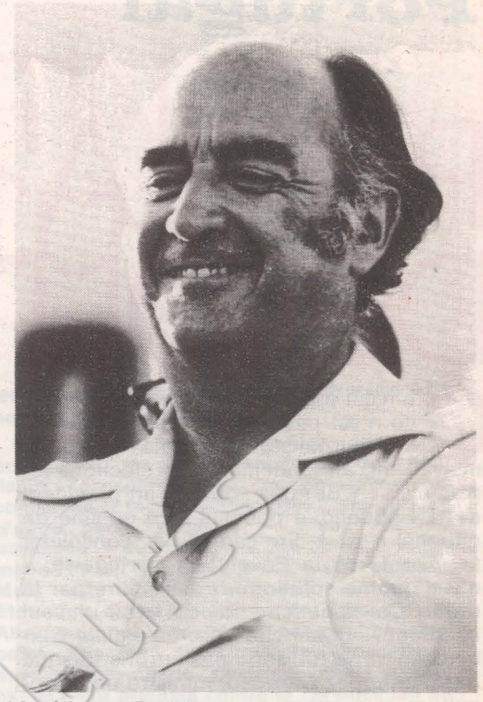
Cette pratique étriquée de la démocratie n'empêche pas une campagne électorale démesurée, ruineuse pour une nation aux ressources limitées. Le P.r.i. déploie dans toutes les villes, les campagnes et jusqu'au moindre « pueblo », une propagande puissante, organisée, monopolistique, afin d'inciter le citoyen à exercer ce qui est devenu son devoir plus que son droit : ratifier le pouvoir exclusif de l'exécutif. Au cours de sa campagne, Portillo a visité plus de mille agglomérations et parcouru 62 000 kilomètres pour tenter de vaincre son unique adversaire, l'abstentionnisme. La perte de prestige idéologique est profonde et générale et les masses mexicaines ne croient plus en leur système politique. Lors des élections législatives de 1973, il y avait eu 15 millions de votants sur 25 millions d'inscrits et l'on avait enregistré un million et demi de votes nuls.

Syndicats et « campesinos »

Le P.r.i., héritier spirituel des grandes luttes révolutionnaires qui, de 1910 à 1940, ont édifié le visage moderne du Mexique, n'a conservé, de cette époque et de ces idéaux, que le langage. S'il est incontestablement « institutionnel », il n'a plus rien de révolutionnaire, certains lui contestent même l'appellation de parti. La grande majorité des affiliations est effectuée autoritairement et automatiquement par les centrales ouvrières — plus proches du Pouvoir que des ouvriers — les organisations paysannes — plus proches du Pouvoir que des « campesinos » — et par les groupements corporatifs — plus proche du Pouvoir, etc, etc. Le P.r.i. n'exerce ni surveillance, ni contrôle, ni critique sur le régime. Son unique rôle consiste à faire élire le Président, puis à le suivre et à le faire suivre d'une manière inconditionnelle jusqu'à ce que lui-même désigne son successeur. Non qu'il n'existe d'autres formations politiques : le Parti d'action nationale, bourgeois, issu des mouvements de droite, bénéficie de l'appui d'une partie du clergé. Une crise interne propice l'a fait présentement renoncer à présenter un candidat. Le Parti authentique de la révolution mexicaine, parti de vétérans révolutionnaires, ne représente aucune force politique, n'a aucun programme et n'est, en fait, qu'une dépendance du P.r.i. Le Parti populaire socialiste s'aligne sur des mots d'ordre socialistes, mais soutient inconditionnellement le candidat du P.r.i. dans toutes les élections présidentielles depuis 1958. Quant au Parti mexicain des travailleurs et au Parti communiste mexicain, on leur a jusqu'alors refusé la reconnaissance juridique. Il est vrai qu'ils n'appellent pas à voter pour le P.r.i. ! Le Parti communiste a déposé une demande devant la commission fédérale électorale pour que son candidat à la présidence, Valentin Campa, figure sur les bulletins électoraux. Sans succès jusqu'à présent.

Ou le chaos

Sous l'impulsion du président Echeverria, le Mexique a pris, sur le plan international, un tournant très nettement progressiste. C'est indéniable. Il se trouve, aujourd'hui, en première ligne dans le combat des nations du tiers monde pour l'établissement de nouvelles relations économiques internationales. Rappelons qu'il a refusé de participer à la récente assemblée générale de l'Organisation des Etats américains (O.e.a.) qui se déroulait à Santiago du Chili, attitude qui mérite le plus grand respect. Il est également indéniable que les pressions externes augmentent pour faire cesser cette attitude anti-impérialiste. Les Etats-Unis ont d'ores et déjà annoncé que le Mexique deviendrait sujet à des restrictions dans ses exportations s'il rejoignait, comme il en a manifesté la possibilité, les rangs de l'Opep. Le 5 mai dernier, trente parlementaires de la Chambre des représentants du Congrès des Etats-Unis ont envoyé une lettre au président Ford pour l'avertir « du développement chez notre voisin mexicain, du chemin au



José Lopez Portillo.

socialisme dans le style de Cuba ou du Chili d'Allende, développement qui constituerait un grand danger pour les Etats-Unis »...

Mais il est tout aussi indéniable que cette pression externe bien réelle est utilisée, et souvent abusivement, pour discréditer toute manifestation protestataire interne à l'égard d'institutions douteuses. C'est ainsi que toute velléité de grève, de manifestation ou de contestation est immédiatement mise sur le compte d'une collusion avec l'extérieur en vue de « destabiliser » le régime. C'est ainsi que des paysans écrasés d'indigence qui se révoltent et occupent les terres des grands propriétaires fonciers se voient tout de go accusés devant l'opinion d'être manipulés par la C.i.a.La stabilité est le cheval de bataille du P.r.i. Sous sa férule, le pays n'a pas connu de soulèvement ou de coup d'Etat depuis... 1932. En Amérique latine, c'est effectivement une belle performance. Néanmoins, la formule « moi ou le chaos » ne fait plus l'unanimité. Le président Echeverria s'en est rendu compte qui a réclamé à plusieurs reprises la constitution de nouveaux partis politiques. Cela ne l'a d'ailleurs pas empêché de nommer lui-même son successeur, suivant la tradition établie.

Quarante années de domination priiste ont engourdi le pays, chloroformé les Mexicains et ankylosé les institutions. Certes, le passé immédiat, en la personne d'Echeverria, n'a pas été entièrement négatif, loin de là. Mais tous les hommes politiques mexicains ne s'appellent pas Echeverria. La présence ou l'espoir de « l'homme providentiel » ne doit pas justifier le maintien d'institutions contestables et contestées. Une vieille légende tenace ne prétend-elle pas que, au Mexique, à un président de gauche succède toujours un président de droite ? Et pourquoi pas, un jour, d'extrême droite ?

Il y aura de nombreuses abstentions lors des prochaines élections. En l'absence d'autres possibilités d'expression, les opposants à l'actuel système présentent le refus de vote comme une position éminemment politique. Et réclament le remplacement de la « démocratie à la mexicaine », par la démocratie tout court.

MAURICE LEMOINE

P.S. : LA CLÉ DE TOUT

« Ce n'est pas une élection pour rien. Et ce n'est pas une élection surprise ». Le journaliste portugais qui parle m'avait dit, au lendemain des élections législatives : « Si nous voulons un président de la République pouvant être qualifié de gauche, c'est-à-dire capable de consolider les acquis de la Révolution portugaise, il n'y a qu'une solution : le faire élire par la droite. Car la gauche ne peut avoir un seul candidat ». Dimanche soir, au Palais Gulbenkian, il ne fut donc pas surpris lorsque Antonio Lopez Cardoso, ministre de l'Agriculture et membre de la direction du P.s., expliqua pourquoi Ramalho Eanes, nouveau président de la République était, lui aussi, « de gauche ».

A lire les résultats, cela ne semble pas évident. Soutenu par le C.d.s., le P.p.d. et le P.s., Eanes a recueilli les voix des électeurs de ces trois partis. Mais dans des pourcentages différents. Les électeurs de la droite et du centre l'ont suivi du Nord au Sud, alors que les électeurs socialistes, selon les régions, se sont partagés en trois : Eanes, Pinheiro de Azevedo et Otelo de Carvalho ont chacun bénéficié d'une part de leurs voix. Si, sur le plan national, c'est Eanes qui semble — une analyse plus serrée est nécessaire — recueillir le plus de voix socialistes, Azevedo dans le Nord et Carvalho dans le Sud bénéficient d'un apport de voix socialistes important.

« Ce n'est pas Eanes qui a écarté des voix socialistes. C'est son environnement qui les a fait fuir ». Soutenu dès le premier jour par le C.d.s. et le P.p.d., le candidat Eanes a eu plus de mal à se démarquer d'eux que le président Eanes. Avant l'élection, ses déclarations pouvaient passer pour démagogiques. La droite et le centre le savaient : leur « forcing », dans l'imbroglio portugais, était de bonne guerre. Dimanche soir, les choses étaient différentes. Lorsque le président Eanes fait de longues références à la Constitution, chacun à Lisbonne comprend qu'il s'agit pour lui de prendre ses distances avec le C.d.s., ce parti n'ayant pas voté la Constitution qualifiée, ici, de gauche.

La « division » des forces de gauche ne se mesure pourtant pas au seul électorat socialiste. Carvalho n'a pas obtenu 16,52 % des voix, sur « la » seule « poésie de la Révolution des œillets ». Aux électeurs des groupes de l'ultra-gauche qui le soutenaient, à la moitié de l'électorat communiste qui n'a pas voté pour Octavio Pato, le candidat du P.c.p., sont venus se joindre bon nombre d'électeurs socialistes. S'est portée sur son nom une partie du courant socialiste portugais qui n'en finit pas de désarçonner l'observateur étranger. Depuis le 25 Avril, trois composantes structurent ce courant. Il y a les « socialistes autoritaires », ceux pour qui l'aspect centralisateur est garant du succès, ceux pour qui l'Etat doit être maître du jeu. Ce sont eux que l'on retrouve au P.c.p. Puis les autres, eux-mêmes divisés. Il y a ceux pour qui tout est possible, presque tout de suite. Ce sont les moins nombreux. Et ceux que l'on pourrait appeler les « possibilistes », ceux qui veulent le socialisme mais qui, à chaque moment historique, savent qu'il ne faut pas aller trop loin. Pas plus loin en tout cas que ce que le peuple est capable d'accepter.

Ce schéma peut sembler banal. Pourtant, dans un pays où les partis n'ont qu'une existence récente, dans un pays où un corps constitué — l'armée — a fait un moment brutalement irruption sur la scène politique, la « banalité » devient une force avec laquelle il faut compter. Car le manque d'expérience des partis et la présence des militaires rendaient plus aléatoire qu'ailleurs la mise au point d'un projet commun à l'ensemble du courant socialiste.

Et aujourd'hui, comme lors de chacune des crises qu'a connues le Portugal depuis le 25 Avril, le Parti socialiste est la clé des problèmes politiques. Pour une raison simple : il est le parti qui rassemble le plus grand nombre de membres de ce courant. Certes, tout n'est pas simple au sein du P.s.p. Et, aujourd'hui comme hier, c'est le débat intérieur au Parti qui, pour l'essentiel, va orienter l'avenir du Portugal.

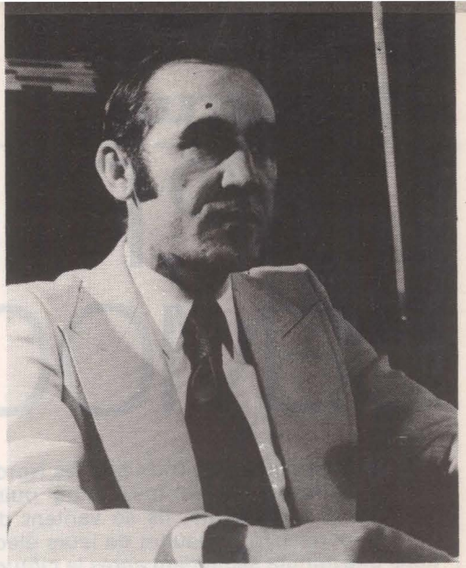
Eanes ayant annoncé que le gouvernement serait socialiste, homogène, sa constitution et la définition de ses objectifs permettront de mesurer rapidement la marge de manœuvre du P.s.p. Au lendemain de son élection, le président de la République portugaise a clairement affirmé qu'« il n'était pas question que les travailleurs paient la note ». Se voulant à la fois de « gauche » et « national », Eanes n'a fermé aucune porte.

Mais deux points centraux de la politique gouvernementale pourront servir de révélateur : la réforme agraire et le rôle des commissions de travailleurs des firmes nationalisées l'année dernière. Dans l'agriculture, comment se poursuivra la restructuration agraire ? Et, surtout, permettra-t-on à un mouvement unifié des coopératives de fonctionner ? Ce mouvement, faisant la liaison entre la ville et la campagne et entre les coopératives agricoles et le reste de la paysannerie, permettrait d'aplanir bien des difficultés, de faire prendre conscience à diverses couches de leurs intérêts communs. Des réponses données à ces deux questions dépendent bien des choses.

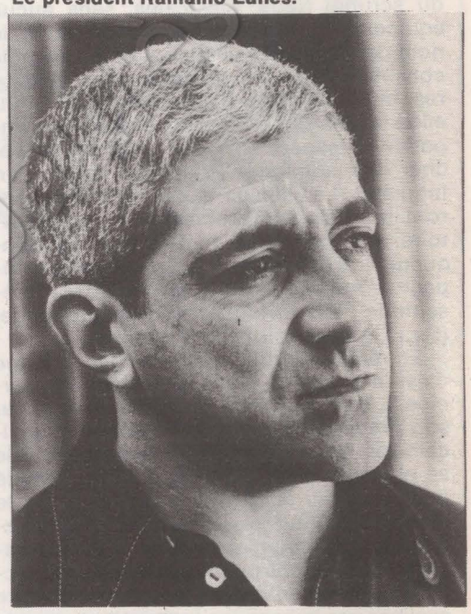
Pour les commissions de travailleurs, le problème est de même importance. Au moment des nationalisations avait été mis en place un régime transitoire : le pouvoir dans l'entreprise dépendait d'un directeur nommé par l'Etat, la forme de la propriété et son usufruit n'étaient pas définis « pour toujours ». Il faut à présent les définir, et donner aux commissions un rôle précis. C'est l'avenir d'un système qui se joue là.

Des réponses que le P.s.p. donnera à ces questions, et à quelques autres que la conjoncture impose, dépend la consolidation ou le recul de la Révolution portugaise. Mais pas que de cela : « Que vont faire les communistes, voudront-ils faire oublier leurs échecs et récupérer le mouvement social ? Et l'ultra-gauche, va-t-elle tenter, croyant que les 16 % de Otelo sont à elle, de se mettre — selon l'expression d'un journaliste français — en travers d'un processus de normalisation ? » Pour le journaliste portugais déjà cité, rien n'est fini : « La seule chose sûre c'est que Eanes est le seul moyen d'éviter un « coup » de droite. Pour le reste, la lutte continue ».

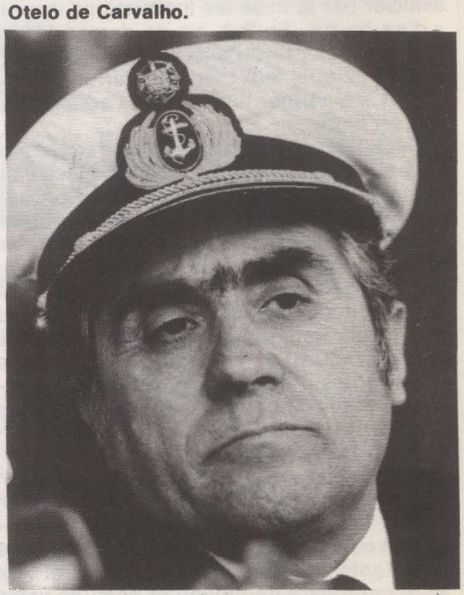
MICHEL GERVAIS



Le président Ramalho Eanes.



Otelo de Carvalho.



Pinheiro de Azevedo.

UN STRAPONTIN A PORTO-RICO

Tout le monde a été gentil ! Qu'ils aient eu droit à un fauteuil (Etats-Unis, Allemagne fédérale, Japon) ou à un strapontin (France, Canada, Grande-Bretagne, Italie), les chefs d'Etat réunis à Porto-Rico se sont retrouvés, semble-t-il, pour ne rien se dire. Le communiqué final en fait foi. C'est que chacun était venu avec ses problèmes et ne tenait surtout pas à aborder ceux des autres.

A Rambouillet, en novembre dernier, ils avaient pu faire illusion. Non seulement les Etats-Unis y avaient réaffirmé leur prédominance mais, avec le relais de la presse, les « grands » du monde capitaliste avaient annoncé au monde leur volonté de maintenir un minimum de cohésion du système monétaire et, surtout, de réussir l'opération « relance » de l'économie mondiale. Depuis, les fluctuations monétaires furent de taille : l'Italie et la Grande-Bretagne ont été secouées par la chute de leur monnaie, chute qui doit autant à la spéculation qu'à l'état de l'économie de ces deux pays. Quant à la « relance »... La rétention des données statistiques permet encore aux hommes politiques de faire de brillants discours. Pourtant, le temps de l'illusion est passé. Les taux d'inflation se rapprochent des deux chiffres et plus personne ne croit que le taux de croissance des économies développées puisse être supérieur à 5 %. Ni même les atteindre.

Tout cela explique le vide relatif de la rencontre de Porto-Rico. Réunis parce que Gerald Ford souhaitait — pour des raisons électorales — montrer à ses concitoyens que ses alliés étaient plus que jamais ses alliés, les chefs d'Etat ont fait silence sur leurs problèmes.

Il y avait ceux qui ne pouvaient rien dire, les Italiens et les Anglais. Surnageant grâce aux crédits consentis par leurs partenaires, il leur fallait faire silence sur ce qui doit parfois les tenter : le protectionnisme.

Il y avait ceux, comme la France, qui sans être à merci n'ont plus « les épaules assez carrées » pour soulever — pour autant qu'ils en aient envie — les vrais problèmes. Que peut dire Valéry Giscard d'Estaing à propos de la Grande-Bretagne ? Lorsque, le mois dernier, celle-ci a obtenu 5,3 milliards de dollars de crédit, la France lui a avancé 300 millions ; l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis plus de 4 milliards...

On comprend mieux que seul Helmut Schmidt ait eu quelques exigences : étant en situation de force — c'est le plus souvent la R.f.a. qui paie — il ne lui est pas indifférent de voir ses partenaires ne pas faire exactement la même politique que lui. Par exemple, lorsqu'à la Cnused ils furent plus sensibles aux souhaits des pays du tiers monde. Ou lorsqu'ils ne réussissent pas à imposer sur leur espace national une rigueur budgétaire exemplaire.

Ne voulant pas se risquer, comme à Rambouillet, à décrire le futur immédiat, les participants à la conférence de Porto-Rico se sont efforcés de faire dans la modestie. On a parlé d'« expansion soutenue », de « croissance lente ». Chacun sachant — ou espérant — que la faible relance aura des effets de dérive durant encore quelques mois. C'est-à-dire jusqu'aux élections américaine et allemande. On le voit, ces « détails » comptent. Convoqués alors que les responsables gouvernementaux « craignaient » une défaite de la Démocratie chrétienne en Italie, Porto-Rico aurait pu être le lieu où Américains et Allemands se partageaient les tâches de soutien. Même cela est aujourd'hui moins urgent. Le « clash » politique n'ayant pas eu lieu, autant lever quelques incertitudes avant de prendre de nouveaux engagements...

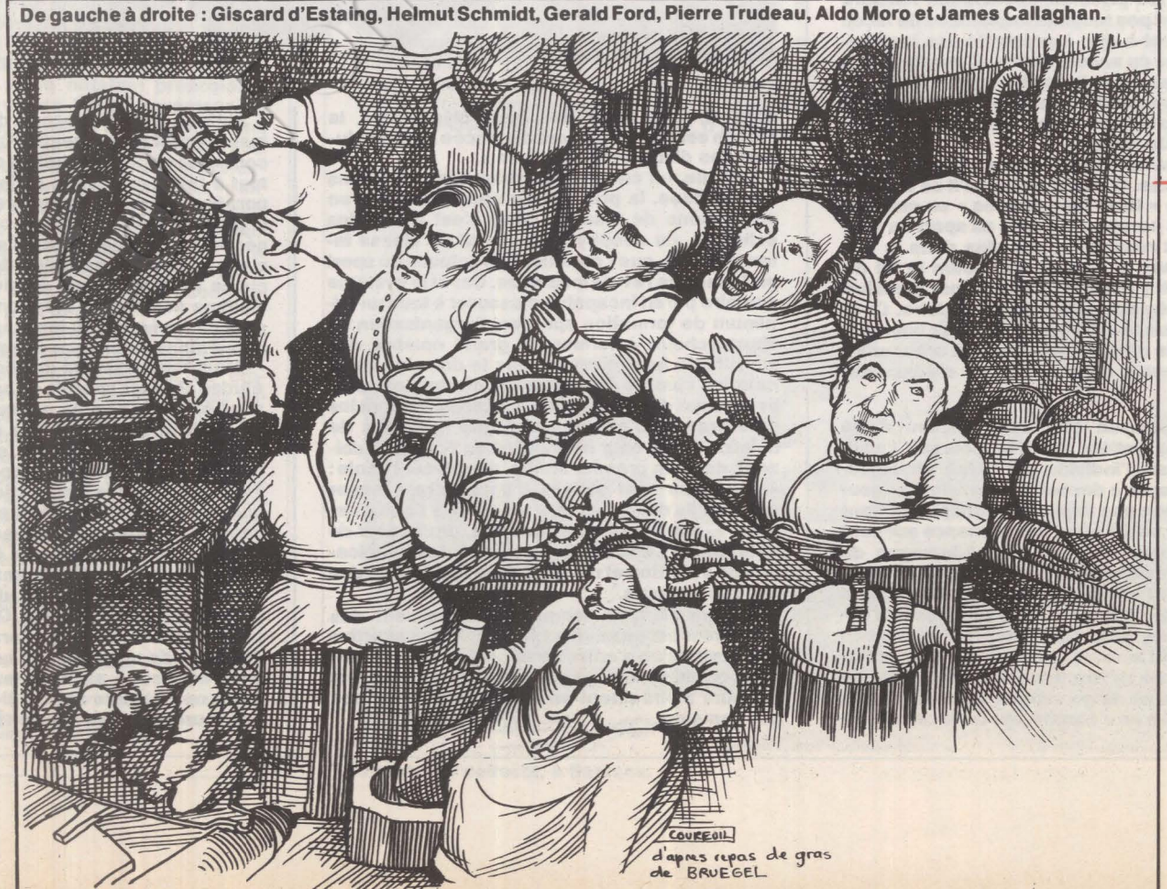
Mais, du néant de Porto-Rico, deux faits émergent. D'une part, la permanence de l'atlantisme, l'acceptation par les gouvernements concernés de la prééminence des Etats-Unis. Et, d'autre part, l'absence — mieux : la non existence — de l'Europe. C'est, dit-on, à la demande de la France que la C.e.e. était absente. Mais cette absence arrangeait surtout les Etats-Unis, qui ne veulent plus de l'Europe, et les Allemands, qui ne souhaitent pas montrer à quel point « l'Europe » est, sur le plan économique, devenue allemande. Certes, certains « européens » ont protesté contre la cartélisation intervenue aux Etats-Unis dans la sidérurgie. Mais les Allemands ayant, eux aussi, constitué un cartel...

Refusant, au contraire de Rambouillet, d'aborder les problèmes cruciaux de l'heure — l'inflation, la négociation Nord-Sud, la relance de l'économie mondiale — les responsables des pays capitalistes ont donné d'eux une image de « vacances ». Chacun, sachant que la logique de la nouvelle division internationale du travail dessinait son avenir, s'est abstenu de tout commentaire inutile. Les uns, confortablement installés dans leur fauteuil, ont regardé leur nombril, espérant y lire leur réélection ; les autres, un peu gênés sur leur strapontin, ont fait silence, sachant que de loin le strapontin serait invisible et que leurs électeurs retiendraient seulement qu'ils figurent parmi les « grands ».

Quant au reste... Ni la Bourse de New York ni celle de Paris n'ont réagi. Car les gens « sérieux » savaient que rien de sérieux ne sortirait de Porto-Rico.

GUY PERRIMOND

De gauche à droite : Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, Gerald Ford, Pierre Trudeau, Aldo Moro et James Callaghan.



NAGER COMME... UN BÉBÉ DANS L'EAU

Chaque année c'est par milliers qu'il faut compter les accidents et les noyades sur les rivages français. Et les enfants en sont souvent les premières victimes... Pourquoi ? Tout simplement parce que beaucoup de Français, beaucoup trop, petits et grands, ne savent pas nager. Ils ne savent pas, parce que personne ne le leur a appris. « En France, explique Jacques Vallet, professeur de natation à l'Institut national des sports (I.n.s.), il n'y a pas d'enseignement systématique de la natation à l'école comme c'est le cas dans d'autres pays, l'Allemagne de l'Est, par exemple, où tous les enfants apprennent à nager au cours de leur scolarité primaire ». Rien de tel en France, où l'on apprend si l'on a de la chance. La chance d'avoir des parents qui se chargent de faire donner des cours ; la chance d'habiter dans une ville où l'apprentissage de la natation est bien organisé.

La raison d'une telle carence n'est pourtant plus (ou presque plus) le manque d'équipements : depuis dix ans, les maires ont placé leur point d'honneur à doter leur commune d'un bassin. Mais il ne suffit pas que les piscines existent. Encore faut-il qu'elles soient bien utilisées. Etant donné le nombre et la surface des piscines existantes il serait théoriquement possible d'organiser trente heures de natation par an et par enfant. C'est loin d'être le cas aujourd'hui parce que les piscines sont souvent mal utilisées : les heures réservées aux scolaires sont en effet très variables selon les municipalités. « C'est un gaspillage effarant, s'indigne Jacques Vallet. A l'I.n.s., par exemple, il y a trois piscines et trois professeurs permanents, mais ces possibilités sont très largement sous-utilisées »...

Parce que les piscines, spéculation foncière aidant, ne sont pas toujours implantées de façon adéquate, c'est-à-dire à proximité des installations scolaires ou universitaires. C'est ainsi qu'à Vitry-sur-Seine, dans la banlieue parisienne, on envisage de construire la nouvelle piscine sur le plateau, à l'extérieur de la ville au lieu de l'implanter près du lycée.

Mais c'est surtout le système scolaire français qui est en cause. D'abord parce qu'il se borne à fabriquer des « têtes bien pleines » en oubliant les corps : les horaires impartis au sport ne sont que rarement respectés, pas plus dans le primaire que dans le secondaire. Selon la loi de 1959, il devrait y avoir cinq heures par semaine d'éducation physique dans le secondaire. Or la moyenne actuelle n'est que de deux heures... Pour couvrir la différence, il faudrait créer environ 20 000 postes de professeurs d'éducation physique...

« L'école pourrait être aussi le lieu d'une orientation en matière sportive, poursuit Vallet. Or, aujourd'hui, l'individu qui serait physiquement le plus apte à devenir un excellent nageur ne sait peut-être pas nager. En France, un enfant doué pour tel ou tel sport a une chance sur cent de devenir un champion — en Allemagne de l'Est, il a une malchance sur cent d'échapper à la détection et à l'orientation effectuées au cours de sa scolarité. Chez nous, non seulement la détection n'existe pas, mais encore l'orientation sportive se fait au petit bonheur et c'est par hasard, et non pas en fonction des potentialités de chacun, qu'on se dirige vers tel sport plutôt que tel autre. Qu'on ne s'étonne pas dans ces conditions si, à la veille des Jeux olympiques, la France est très largement distancée dans la plupart des disciplines sportives ».



Difficile, en effet, de sécréter des champions si, à la base, la pratique du sport n'est pas un phénomène de masse... Mais c'est à tous les échelons, du néophyte au sportif de classe internationale, que l'organisation actuelle du sport en France se révèle mauvaise. Car si le système scolaire paraît incapable d'assurer à tous un minimum de formation sportive, l'organisation du sport échoue à former en grand nombre des sportifs de haut niveau. Dans le domaine de la natation comme dans d'autres disciplines sportives, c'est dès l'école que les carences sont les plus graves. D'abord, parce que les clubs de natation — il y en a environ 600 en France — doivent, dans un premier temps, remplacer l'école : « Les clubs sont obligés d'apprendre à nager alors qu'ils devraient être réservés à l'entraînement », explique Robert Brachet, professeur de natation au Centre de rééducation des handicapés de Valenton et membre de la Fédération des maîtres nageurs.

D'autre part, le temps d'entraînement des nageurs n'est pas suffisant ; la natation sportive exigerait qu'on s'entraîne au moins une fois par jour ; or, dans la plupart des clubs, les meilleurs nageurs s'entraînent en moyenne trois heures par semaine...

Surtout, dans beaucoup de clubs, l'encadrement sportif des nageurs frôle trop souvent l'incompétence. « La formation des enseignants est tout à fait insuffisante, estime Brachet. La corporation des maîtres nageurs est mal structurée, le diplôme créé en 1951 ne correspond plus aux nécessités actuelles de l'enseignement ». Et c'est au nom de sa fédération que Brachet réclame un relèvement du niveau exigé pour le diplôme actuel et la création d'une école nationale de formation où les futurs maîtres nageurs recevraient un enseignement en deux ans.

Mais l'impossibilité de concilier le sport et les études chez les sportifs de haut niveau constitue peut-être la difficulté majeure. Seule une élite triée sur le volet bénéficie des sections Sport-Etudes récemment créées, en nombre d'ailleurs très limité : une douzaine pour la natation, d'environ vingt élèves par section. Et encore faut-il que les quelques privilégiés qui y ont accès acceptent, souvent très jeunes, de se séparer de leur famille, ces sections étant généralement loin de leur domicile. Quant aux autres, il leur faut choisir entre le sport de compétition et la poursuite de leurs études. Quand on sait que la carrière d'un nageur se termine généralement dès l'âge de vingt ans, on comprend que beaucoup hésitent à sacrifier les études à l'âge de treize ou quatorze ans... « Il faudrait un équivalent municipal des sections Sport-Etudes, es-





Robert Brachet, ses élèves et leurs parents.

time Vallet. Ce qui éviterait de couper les gosses de leur milieu familial et permettrait d'en faire bénéficier un nombre beaucoup plus grand. Cela existe déjà : à Lille, par exemple, avec le Lille-Université club (Luc), les sportifs peuvent concilier sport et études ; au lycée Faidherbe de la même ville des enfants de dix-douze ans arrivent à nager dix heures par semaine grâce à une bonne organisation ».

Peut-être la solution d'avenir passe-t-elle par le développement de la natation préscolaire. C'est du moins l'avis de Vallet, inventeur du « bébé-nageur » (1). Immergé dès l'âge de cinq ou six mois, le bébé nage très bien à deux ans. « On connaît maintenant l'importance primordiale du développement psychomoteur pendant les premières années de la vie, explique Brachet. C'est pourquoi il est très important d'apprendre à nager le plus tôt possible car la natation, grâce aux stimulations sensorielles créées, développe chez l'enfant la « connaissance » au sens le plus large ».

Des « baby-clubs » existent dans 70 piscines en France et l'enseignement y est dispensé par des maîtres nageurs spécialisés (2). Le problème est que la formule touche surtout les enfants de milieu social privilégié, même quand le « baby-club » est implanté dans une banlieue populaire : seuls les parents qui ont du temps, donc de l'argent, y conduisent leur gosse... Mais les bébés-nageurs seront sans doute devenus grands avant que ce souhait se réalise : « Nous demandons que la piscine soit un centre d'animation utilisé à plein temps et que chacun y trouve son compte, du bébé au champion en passant par le handicapé physique ».

MARIE-JOSE BERNARDOT

(1) «Les bébés-nageurs », par Jacques Vallet, Editions Olivier Orban.
(2) Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à la Fédération nationale des directeurs de piscine, 12, rue Larmeroux, 92170 Vanves (Tél : 736-05-28).

Equipement

RHUYS : TOURISME DE LUXE ET CACOPHONIE

De notre envoyée spéciale

La presqu'île de Rhuys, c'est un de ces lieux enchanteurs, à la limite du golfe du Morbihan où les dunes surplombent les plages de sable fin, où bois et marais attirent encore les oiseaux migrateurs. Ici, on prend la mesure de ce que pouvait être la Bretagne, autrefois, avant que le béton ne dresse son mur de la honte sur le littoral...

La presqu'île de Rhuys, c'est encore tout cela. Mais par endroits seulement. Canton de Raymond Marcellin, maire R.i. de Vannes, elle montre aujourd'hui les cicatrices dues au grand combat qui s'y déroule, ce combat qu'on appelle « aménagement touristique », Attila des temps modernes : derrière lui, l'herbe ne repousse pas...

Et tout cela pour un tourisme réservé aux privilégiés. A ceux qui peuvent s'offrir un mois de location en été à 7 000 ou 8 000 F, avec vue sur la mer. Ou, mieux, à ceux qui peuvent acheter des appartements ou des maisons « pieds dans l'eau » à plus de 4 000 F le m2...

A Saint-Jacques, le promoteur Philippe Bastaud a décidé de rentabiliser sa propriété de 85 hectares et 1 400 mètres de front de mer. Sa publicité était axée sur deux thèmes : la plage à quelques pas et les voisins triés sur le volet. Les acheteurs découvrirent donc avec colère que leur plage était publique, que leurs enfants se mêlaient au « peuple » et que le chemin passant devant leur maison était très emprunté...

Le promoteur du « Domaine des grèves de Suscinio » a tenté par tous les moyens de bloquer le passage sur ce chemin. Ainsi, un agriculteur se rendant à son champ découvrit l'an dernier une barricade de pierres : il fallut manifestations et tracteurs pour dégager la chaussée.

Bastaud n'hésite d'ailleurs pas à faire appel à la « bienveillante attention de la municipalité », tenue par Robert Hiepst, homme à tout faire de Marcellin. Il lui a même proposé de construire un petit port de plaisance face à sa propriété, d'aménager le terrain communal mitoyen et de réaliser une promenade côtière sur toute la longueur de la plage. Il a d'ailleurs obtenu un échange de terrain avec la commune de Sarzeau, s'emparant ainsi de quelques mètres carrés supplémentaires sur le bord de mer.

De cette convention, passée en 1972 entre Hiepst et le promoteur, le cahier de délibération du conseil municipal n'en porte pas trace. « Cela montre bien comment ces hobereaux se comportent ici », explique Yves Mazé, militant socialiste et président de l'association pour la sauvegarde du pays de Rhuys. Depuis que Hiepst est maire, aucune publicité n'a été donnée aux réunions du conseil municipal. « Tout se fait dans le silence, sans information ni concertation ». Par exemple, les associations de défense ne sont pas admises aux discussions sur le plan d'occupation des sols (Pos). Pourtant, une circulaire du ministère de l'Equipement encourage les préfets à organiser cette participation. Tout cela n'empêche pas deux conseillers municipaux agents immobiliers — l'un d'eux étant promoteur — de travailler sur ce Pos.

Ardoises sur béton

A Kerjouanno, nous voici au centre du territoire de la Société d'aménagement touristique du Morbihan, la Satmor. Cette société d'économie mixte, contrôlée par le Conseil général et, en particulier, par Marcellin, règne sur le sud de la presqu'île, de Saint-Gildas au port de Crovesty. Elle opère sur une Zac (zone d'aménagement concerté) ce qui lui permet, entre autres, d'exproprier sans prendre de gants, de 0,80 F à 3 F le m2.

Après avoir viabilisé ces terrains, la Satmor les revend à des promoteurs jusqu'à 80 F le m2. Quant aux appartements construits, ils atteignent des prix dignes de la région parisienne : 350 000 F pour un petit F5, soit plus de 4 000 F le m2... La Satmor, quant à elle, ne fait pas de bénéfices, →



Immeuble collectif, à Sarzeau.

puisqu'elle est un organisme semi-public. L'argent ainsi gagné, elle le réinvestit dans des opérations comme celle du port de Crovesty. Mais jamais dans des réalisations à caractère social qui pourraient bénéficier aux habitants de Rhuys.

Toute la vie de la presqu'île sera bientôt axée autour du centre de Kerjouanno. Plantés sur un pic rocheux, coincés entre deux magnifiques plages, « les Remparts de Kerjouanno » s'offrent à l'admiration des populations... En fait, il s'agit de béton recouvert de pierres du pays avec des toits en ardoises. Il fallait bien sacrifier au style « breton ». Pour le reste, immeubles de deux étages, place intérieure entourée de magasins, nous retrouvons-là la conception typique de toutes les opérations immobilières, toutes celles qui ont fait leurs preuves ailleurs, en particulier sur la Méditerranée.

Ce « deuxième mur de l'Atlantique » n'est pas le seul. A quelques centaines de mètres vont bientôt s'élever « les Terrasses de Kerjouanno ». Ici, on assèchera le marais, sans respect pour le microclimat, afin d'édifier une zone de loisirs : pataugeoires, piscines, patinoire, tennis, poney-club, etc. On voit grand à la Satmor. Pour compléter l'ensemble, un centre de thalassothérapie est prévu entre les « remparts » et les « terrasses », de quoi parfaire les comparaisons avec Quiberon, déjà complètement investi par le businessman et ancien champion cycliste Louison Bobet.

Alors, la protection du site ? « Nous allons éviter le développement anarchique du tourisme », dit-on à la Satmor. Reste que l'aspect esthétique de ces réalisations ne fait pas l'unanimité. Surtout chez les petits propriétaires qui, subitement, ont vu s'ériger un mur impénétrable entre eux et la mer. Surtout chez les socialistes, qui craignent une privatisation du bord de mer, pour « les Remparts » en particulier.

Quant à l'environnement, le voilà sérieusement menacé. Abîmées par les travaux, les dunes commencent déjà à s'affaiser. Ce qui, à terme, peut provoquer un pourrissement du sable lorsque les infiltrations dues à l'évacuation des déchets attaquent la couche de sel qui protège les grains de sable. Il faudra donc encore du béton pour maintenir les dunes...

Quais écroulés

Car le danger le plus grave qui guette la presqu'île, c'est l'absence d'assainissement. Presque tous les lotissements manquent de la plus élémentaire station d'épuration. Le tout-à-l'égout, c'est encore la mer. Des 23 communes qui bordent le golfe du Morbihan, aucune n'a de station d'épuration.

La pollution des eaux devient dramatique. Dans certains endroits, près des campings surtout, coquillages et crevettes disparaissent, chaque été. Et les responsables,élus et administratifs, continuent à traiter le problème avec désinvolture. Et ce malgré un arrêté du 14 juin 1969 qui précise : « Lorsque la population à desservir dépasse 150 usagers, on doit mettre en place des dispositifs d'épuration ».

Au Crovesty, par exemple, cette incroyable nonchalance prévaut. Ici s'érige déjà le premier des « Hameaux du Crovesty ». Ils prévoient 137 logements, mais le plan masse n'indique même pas l'existence d'un réseau de tout-à-l'égout !

Ça n'est pas la moindre des nombreuses irrégularités du permis de construire de ce « village breton ». Hauteur prévue non respectée, « chiens assis » et ouvertures dans les pignons interdits par le Pos, nombre de logements supérieur aux 93 autorisés, recul par rapport à la falaise de 6,65 m au lieu des 17 m annoncés qui auraient permis le passage d'un chemin piétonnier. Et surtout, cet îlot s'élève sur une zone non aedificandi, à 300 m d'un tumulus célèbre alors que la limite sur tous les plans d'aménagement est fixée à 500 m.



Le port du Crovesty.



Hameaux du Crovesty.

Tout cela aurait dû suffire à faire refuser le permis de construire. A peine rendu public, voilà le Pos bafoué. Mais la technique du promoteur a consisté à déposer un nouveau permis de construire immédiatement après chacun des refus : le 16 mars 1976, un arrêté annule le 2e permis et, le 19 mars, un 3e permis est accordé par arrêté !

Entre ces deux textes, ont disparu des dispositions qui stipulaient la cession gratuite de 10 % du terrain et la demande d'un arrêté d'alignement avant tout début des travaux. D'arrêté d'alignement, il n'y en a jamais eu. Ce qui n'empêche évidemment pas les travaux de se poursuivre. Pendant un an, le promoteur a bâti sans permis valable, puisque le dernier a été à son tour attaqué par l'association de sauvegarde du pays de Rhuys. Et, ici, la complicité de l'administration est évidente. Sans doute Marcellin a-t-il donné des ordres...

Le Crovesty n'en est d'ailleurs pas à un scandale près. Ce port, construit pour une clientèle de luxe — les tarifs de mouillage s'échelonnent entre 15 000 et 32 000 F — a connu bien des mésaventures. Inauguré dans la précipitation et en grande pompe par Marcellin en juillet 1974, il a vu ses quais onduler, menacer de s'écrouler et tomber dans la mer à certains endroits... Des dégâts qui représentent des centaines de millions d'anciens francs — payés par qui ? Quant à la tour d'alignement, permettant l'entrée dans une passe difficile, elle n'a pas encore fonctionné malgré ses coûteuses installations électriques. Les mauvaises langues disent qu'elle est décalée d'une dizaine de mètres... De quoi envoyer les bateaux directement sur un éperon rocheux.

Dans le même temps, on remblaie le port de Navalo, à quelques kilomètres, pour construire un parking ! Tout cela tient plus d'Ubu que de l'aménagement du territoire. L'action de la Satmor se résume à ces réalisations de luxe,financées à 51 % par le Conseil général. Pour le tourisme social, pratiquement rien n'est prévu. Aucun camping, en particulier, alors que la presqu'île est envahie l'été par le camping sauvage. Au contraire, on préfère construire un héliport à Arzon, au cœur d'une zone artisanale constituée après expropriation pour cause d'utilité publique !

Ce tourisme pour privilégiés est aussi mal maîtrisé. Le Pos d'Arzon prévoit42 700 habitants pour 14 200 logements, une fois les réalisations de la Satmor terminées. Mais on sait déjà que l'année dernière, en fonction de la consommation d'eau pendant l'été, il y a eu plus de 80 000 personnes en deux mois à Arzon... Et « les Hameaux du Crovesty » sont loin d'être terminés.

Quant à la vie sur la presqu'île, elle est chaque année plus compromise. L'absence de logements sociaux fait partir les jeunes, les expropriations rejettent les agriculteurs à l'intérieur des terres, le tourisme brutal gêne les pêcheurs, la pollution de l'eau compromet l'ostréiculture, qui fait vivre des dizaines de familles sur le golfe.

En contrepartie, le tourisme n'apporte rien. Ce sont de grandes entreprises venues d'ailleurs qui construisent et pratiquement aucun emploi n'a été créé. La Satmor en avait promis 150 pour le port du Crovesty : il n'y en a que quatre. Les commerçants eux-mêmes se voient reprocher de ne pas exploiter la situation. On leur annonce grandes surfaces et four à pain industriel... De quoi tuer définitivement un commerce qui ne vivote que grâce à la « saison »... De quoi aussi transformer Sarzeau en Carnac, pays de Bonnet. Dans ce bourg qui était important, il ne reste plus, l'hiver, qu'une vingtaine d'habitants...

Aussi les socialistes critiquent-ils violemment l'action de la Satmor. « La finalité est-elle de permettre aux promoteurs de faire des bénéfices ? » s'interroge Philippe Meyer, de Vannes. Bien sûr, derrière tout cela, il y a la politique de Marcellin, qui règne sans partage sur la région depuis 28 ans. « Tout le monde a peur de lui », dit-on. Il y a aussi Pierre Messmer, dont la femme a une maison à Saint-Gildas. Ce qui explique que le ministre des Armées ait pu faire construire une jetée par une compagnie de fusiliers marins. L'endroit est devenu, quelque temps plus tard, Pont-Marie, refuge de jolis voiliers au lieu de sous-marins.

Et, depuis l'année dernière, il y a Jacques Chirac qui vient passer ses vacances à Sarzeau. Faute de projet politique, on joue la carte des notables, on impressionne et on distribue des médailles. On inaugure aussi. Marcellin a été jusqu'à inaugurer un transformateur ! Une plaque le commémore pour l'éternité...

F. DE G.



« Les Aludes », à la Garde-Freinet.

LA GARDE-FREINET: TOURISME SOCIAL ET CONCERTATION

De notre envoyée spéciale

« Les Aludes », ainsi a été baptisé le village de tourisme social de La Garde-Freinet, à quelques kilomètres de Saint-Tropez. Ce nom, c'est un habitant du pays qui l'a trouvé, grâce à un concours auquel ont participé les Fraxinois. Les aludes, ce sont des fourmis méditerranéennes qui marquent leur territoire en arcs de cercle concentriques. Et tel se présente le centre de vacances, accroché sur le flanc de la montagne, caché par la verdure et les chênes-lièges

Construit pour 500 lits, le village ouvrira ses portes au début de juillet, malgré les classiques retards de chantier. Il se compose de locaux collectifs et de petits bungalows de une ou deux chambres très simples : du béton brut ou recouvert d'un enduit couleur terre, un bloc sanitaire orange ou jaune et quelques beaux objets : lampes, couvre-lits, tableaux. Partout, il y a de la fraîcheur et de larges ouvertures sur un paysage somptueux. Partout, le matériau reste brut et beau, comme ces tables du restaurant en bois clair finlandais, comme le béton, omniprésent. Il faut dire que l'architecte, André Wogensky, est un élève de Le Corbusier.

Ainsi, le village est un modèle de simplicité et d'intégration dans le site : bâtiments peu élevés avec des toits en terrasses plantées.

A la présentation de la maquette, ces toits ont soulevé de vives critiques : pourquoi pas des tuiles ? demandait-on. « Mais nous nous sommes rapidement rendu compte qu'il n'était pas souhaitable de faire un faux village provençal », raconte Maurice Werpin, maire de La Garde-Freinet.

Le concours qui a permis de baptiser le village est un exemple frappant de l'esprit qui a participé à sa construction. C'est la Fédération Léo-Lagrange qui en a la gestion, mais la réalisation dépend du Centre de coopération pour la réalisation d'équipements de loisirs, le Cecorel. Celui-ci regroupe les usagers (centrales syndicales, mouvement coopératif, etc.), les gestionnaires (organisations de tourisme social) et les techniciens et architectes ou sociologues.

L'expérience de La Garde-Freinet a pu naître surtout, grâce à son maire, qui voit là le moyen de répondre à plusieurs besoins de sa commune : créer des emplois permanents d'abord et animer une région qui, en dehors de l'été, reste morne.

« Nous voulions aussi réussir l'intégration de ce centre dans le village, afin que les touristes cessent d'être des colonisateurs ».

Sur tous ces plans, l'expérience apporte des réponses nouvelles. Les emplois créés par le centre ont été réservés en priorité à la commune qui a fait elle-même le recensement des demandes. Le centre ne fermant qu'en janvier, il offre 39 emplois permanents, dont 32 sont occupés par des Fraxinois. Le directeur du centre, Christian Brutinel, est un Varois. Dans ce choix, les promoteurs des Aludes ont refusé de s'abriter derrière la notion de compétence. « En cela, nous avons pris un risque, explique Christian Brutinel. Nous aurions pu chercher des gens compétents, ce qui nous aurait permis d'aborder mieux la panique de l'ouverture ».

Malgré le chantage

Risque d'autant plus important que la gestion du centre sera assurée grâce à une esquisse d'autogestion. Chaque service aura la charge d'établir son budget. « Nous avons voulu que nos collaborateurs ne soient pas des fonctionnaires. Pour avoir des clients toute l'année, le centre devra offrir un accueil de grande qualité ». Le responsable de la Fédération Léo-Lagrange des Bouches-du-Rhône, Jean-Louis Protitch, espère ainsi que « chacun des collaborateurs deviendra super-compétent. En travaillant bien aux Aludes, ils protégeront leur emploi tout en faisant vivre La Garde-Freinet ».

Ici, on a donc cherché avant tout l'intégration. Le maire et deux adjoints font partie du conseil d'administration du centre. Même chose pour l'animation : un comité spécial a été créé, groupant les représentants des Aludes et de toutes les associations de La Garde-Freinet, sous la présidence de Werpin. Le comité coordonne toutes les actions d'animation entreprises sur la commune. « Mais il ne doit pas être seulement un coordinateur, il doit devenir un élément moteur », espère le maire.

En effet, le centre des Aludes offre une salle de spectacles, un forum, un bar. Il est convenu que toutes les animations qui s'y dérouleront seront ouvertes aux habitants de La Garde-Freinet. Les artisans du pays ont également été mis à contribution : certains viendront exposer, travailler et enseigner aux Aludes, mais les vacanciers pourront visiter les ateliers et s'y initier à la poterie ou au travail du cuir.

Grâce à quoi, le centre a été accueilli très favorablement par le village. Tous les habitants ont pu y participer, de près ou de loin. A plusieurs reprises, ils ont été consultés. Les seules réactions négatives sont venues, bien sûr, des résidences secondaires. « C'était surtout une réaction de classe, explique le maire. Ils considéraient La Garde-Freinet comme leur club et ont vu l'arrivée des « congés payés » avec inquiétude ».

« Nous voulons que les Aludes soient leur chose », explique Protitch. Et sans doute est-ce une des conditions du succès de l'expérience. Sans la détermination de son maire, le village vacances de La Garde-Freinet n'aurait sans doute pas vu le jour. D'abord parce qu'il a pu trouver un terrain communal de plus de 2 hectares aux portes du pays. Ensuite, parce que le permis de construire a été refusé par la direction de l'Equipement. « Nous n'étions pas d'accord avec les vues de l'administration sur le plan d'occupation des sols en cours, explique Werpin. Elle souhaite geler les neuf dixièmes de la commune au point de vue de la construction, exception faite pour les opérations immobilières sur des zones de 400 hectares ».

Récusant cette « perversité », le maire s'est vu imposer un chantage : l'Equipement accordait le permis du centre de vacances en contrepartie de l'accord de la commune sur le Pos... Werpin s'est battu, auprès du ministère, qui avait déjà accordé les subventions, et de la préfecture... L'appui des élus socialistes du Conseil régional et du Var n'a pas non plus été négligeable.

Premières réponses

Autre difficulté : à cause de la crise, il a fallu réévaluer les coûts de construction, alors que le budget des Aludes était déjà très serré. Au total, chaque lit coûte environ 40 000 F — le « lit » comprenant, bien sûr, tous les équipements et la construction des locaux collectifs. « Il n'est pas évident que nous puissions accueillir ceux qui ne partent jamais en vacances », regrette Jean-Louis Protitch.

Effectivement, la journée pour un adulte coûtera 52 F (tout compris) et entre 12 et 37 F pour les enfants. Ce qui porte le prix moyen de vente à 45,50 F. Soit 2 730 F pour 15 jours pour une famille de deux enfants, sans compter le voyage.

Ces prix s'expliquent surtout par les frais financiers qui grèvent les dépenses de fonctionnement. Pour la construction d'un centre de ce type, les promoteurs ne touchent que 50 % de subvention. Le reste est emprunté à 9 % environ. Sur le prix de 45,50 F en moyenne, 13 F sont donc consacrés au remboursement des emprunts et aux annuités, alors que l'alimentation ne coûte que 12,50 F...

La clientèle se limite donc aux enseignants, aux cadres et à quelques ruraux. En cela, le centre de La Garde-Freinet n'est pas une réussite totale. Et pourtant, sur d'autres plans, il apporte des réponses satisfaisantes.

D'abord pour que le tourisme constitue un apport économique réel pour les populations qui l'accueillent. « Ici, nous sommes très sensibles au sentiment que le tourisme pendant deux ou trois mois ne résout pas nos problèmes, dit Werpin. Notre volonté est d'essayer de maîtriser notre devenir économique, et, en particulier, le tourisme ».

Les promoteurs des Aludes partagent parfaitement ce point de vue : « Nous, on tourne sur place. Non pas pour récolter un profit, mais pour profiter à la vie de la commune, pour être un facteur de réanimation ».

Voilà qui change bien de ce comportement profondément ancré qui veut que le tourisme reste un tourisme de consommation. Surtout dans la presqu'île de Saint-Tropez...

FREDERIQUE DE GRAVELAINE



changer la vie culturelle

Chanson

LA BARBE DU BARDE

Gilles Servat : Breton né à Tarbes, il n'a cessé depuis dix ans de préciser en chansons l'identité bretonne. Par sa présence physique, par sa force bonhomme, il agresse en douceur. S'il appuie sur les mots, c'est pour fuir toute ambiguïté, c'est pour appeler les choses par leur nom : culture mutilée, peuple spolié, région meurtrie, prolétaires sans horizon. Il le dit lui-même : ses chansons « n'ouvrent pas les portes des prisons », elles « ont seulement le goût de la liberté ». Ce n'est déjà pas mal ! En pays douceâtre de censure officielle, radiophonique ou télévisée, Servat dit quelques vérités où il le peut, où on ne l'empêche pas de parler : dans la rue, sur les scènes des tournées. Il dit simplement l'Histoire de la Bretagne, « celle qu'on vous a passée sous silence », celle de gens qui depuis des siècles tentent de résister à l'uniformisation centralisatrice. Il dit simplement : « Il faut abattre le monopole de la langue française, les Bretons ont besoin d'apprendre et de parler leur langue ». Il s'en prend à l'intolérance des extrémistes de tout poil. Il apostrophe l.t.t., « qui a installé Pinochet au pouvoir au Chili ».

Ce faisant, entrant de plein « chant » dans l'actualité, il retrouve la vieille tradition des trouvères, des bardes populaires qui allaient de village en village. Ce faisant, il participe activement au renouvellement de la chanson politique. Bref, Servat est un agitateur. Un catalyseur d'importance qui vient de sortir son cinquième 33 tours : « Le pouvoir des mots » (Kalondour 9 101 876, distribution Phonogram) et à qui Guy Millière vient de consacrer une monographie : « Gilles Servat » (Seghers éditeur). Il sera, avec sa barbe presque légendaire, dimanche à Dinan, le 10 à Royan, le 11 à Sion-sur-l'Océan et toute la fin du mois dans le Sud-Ouest ; le 4 août à Quiberon et le 8 août à Pléneuf.

J.-P.L.

Censure

AH ! LA SUBVERSION

Le Théâtre des Jeunes années est une troupe lyonnaise pour enfants, dirigée par Maurice Yendt. Longtemps aux côtés de Marcel Maréchal, maintenant avec Robert Gironès, elle mène un remarquable travail en direction du public scolaire. Installée dans les bâtiments du Théâtre du VIIIe, elle rayonne essentiellement sur Lyon et sa banlieue, mais ne rechigne pas à parcourir les provinces. Par exemple, en mai dernier, elle s'est installée au Théâtre Sorano de Toulouse. Là, elle a donné plusieurs représentations avec le visa de l'inspection d'académie. 493 enfants des écoles primaires du Muret, ville voisine de Toulouse, étaient inscrits pour voir « Mathias ou la tempête », spectacle du Théâtre des Jeunes années. Ils ne l'ont jamais vu. Car, au cours de sa séance du 27 avril 1976, le conseil municipal du Muret a décidé (à huis clos) de supprimer la subvention ordinairement attribuée aux écoles pour payer le transport des enfants jusqu'au centre de Toulouse. Aucun conseiller municipal n'avait vu la pièce. Le motif du vote n'en a pas moins été « le caractère subversif du spectacle ». Ah ! Subversion, quand tu nous tiens...

LES CISEAUX DE L'EXTREME GAUCHE

Strasbourg, le 3 juin dernier. L'association Art aujourd'hui organisait, au Théâtre national de Strasbourg, une projection de « cinéma différent ». Au programme : des films d'Andy Warhol et le film de Jean Genet « Un chant d'amour », interdit pendant 25 ans. Une quinzaine de personnes, se réclamant de l'extrême gauche et « la vraie vie » (?), ont empêché la projection. Ils ont expliqué leur geste à grands coups de « citations révolutionnaires ». Ces gens-là sont de la veine de ceux qui allaient « faucher » chez l'éditeur de gauche François Maspero. Est-ce le retour en force de quelques staliniens perdus de l'arrière-ban ? Quand les ciseaux de la censure sont maniés sous le drapeau de la révolution, faut-il laisser faire ? Ces isolés ne font-ils pas le travail de Poniatowski ? Une seule réponse : le poujadisme — même camouflé sous des oripeaux révolutionnaristes — ne passera pas.

BONNES VACANCES QUAND MEME !

Vêtu de son complet le plus sobre, aspirant ses joues pour avoir l'air grave, Michel Poniatowski nous a engagés à ne pas mourir en vacances. Quelques semaines auparavant, il nous annonçait, la mine plus solennelle encore, son intention de faciliter toutes les formalités d'obsèques. C'est dire qu'il ne se fait pas beaucoup d'illusions sur la boucherie estivale. Il n'a pas tort, voyez les chiffres. Vingt-sept millions de Français prennent la clé des champs — ce qui signifie que près de la moitié de la population n'a pas les moyens de s'échapper. La route, à elle seule, en tuera cinq mille et en blessera cent trente mille, la mer en noiera plus d'une dizaine par jour, et la montagne comptera ses victimes par centaines. Qu'on augmente le nombre de C.r.s., pompiers et secouristes n'y changera pas grand-chose.

Dans la louable intention de nous inciter à la prudence, la télévision sonne l'alarme à longueur d'émissions. Jean-Pierre Alessandri et Maurice Cazeneuve ont consacré tout un « Vendredi » de la 3e chaîne à dénoncer les dangers qui nous guettent. Etait-ce utile ? Le spectacle d'accidents provoque-t-il une véritable prise de conscience ou n'éveille-t-il que des émotions ambiguës, un peu comme les films d'épouvante ? Aux psychologues de répondre. Mais quel que soit l'effet produit par ces images cruelles, elles n'illustrent qu'une partie du problème et les recommandations des responsables de la sécurité n'offrent que des demi-solutions. Si nous courons tant de risques, c'est d'abord parce que nous sommes si nombreux. Pourquoi fait-on seulement des phrases sur l'étalement des vacances ? Pourquoi ne rend-on pas l'été moins pénible aux citadins ? Où sont les piscines, les jardins qui les aideraient à « tenir » ? Certes le gouvernement ne peut rien contre les emballements du thermomètre, mais à qui la faute si, par exemple, les employées d'un standard téléphonique s'évanouissent dans des bureaux où la chaleur atteint 40° ? Comment espérer modérer la fuite collective loin des villes sans humaniser ces dernières ?

« Attachez vos ceintures », « Ne buvez pas trop », « Observez les règlements », etc. Relayant l'autorité familiale défaillante, le petit écran se charge de notre éducation. Il arrive qu'il nous gronde, par la bouche de Roger Giquel. « N'avez-vous pas honte, quand vous partez, d'abandonner votre chien, votre chat ? Rien qu'à Paris, on compte soixante-cinq mille animaux jetés à la rue par leurs maîtres ! Chiffre qui pour la France s'élève à trois cent mille ! ». Et de nous montrer le regard écarquillé d'angoisse de la bête trahie par les siens. Demain, peut-être, un autre reportage nous révélera le désespoir des grands-parents conduits de gré ou de force en maisons de retraite par leurs héritiers en route vers les plages. Le vacancier serait-il un monstre ? Le touriste, un imbécile ? A les voir se diriger en file indienne vers une nature de plus en plus mythique, le sentiment qui domine est celui d'un immense désarroi qu'aucun radio-télé-guidage ne pourra dissiper.

Notre brave télé fait de son mieux, mais le problème la dépasse. Elle laisse à d'autres le soin de changer la vie.

GABRIELLE ROLIN

Télévision

CREATIONS EN DECONFITURE

A Antenne 2 et à T.f.1 la dégringolade des créations continue. N'étaient-elles pas pourtant, au départ, définies comme « les chaînes de la création télévisée », F.r.3 portant le titre de « chaîne du cinéma » ? Dans leurs déclarations publiques, Jean Cazeneuve (pour T.f.1), et Marcel Jullian (pour A.2) font régulièrement de belles promesses : « Notre collaboration avec la S.f.p. va nous permettre d'augmenter sensiblement le volume de nos créations. » Faux ! Dans son dernier bulletin syndical, « Plateaux », le Syndicat français des artistes interprètes le démontre aisément. En 1975, Antenne 2 avait commandé 92 heures 45 d'émissions de création à la S.f.p. ; en 1976 les carnets de commande n'en totalisent que 42 heures 32. De même pour T.f.1 : 100 heures commandées en 1975, 25 heures 10 seulement en 1976. Ceux qui paient la redevance apprécieront...

Radio

LES JOLIVET SONT PARTOUT

Jeunes Turcs du comique, les frères Jolivet, Pierre et Marc, seront les stakhanovistes de l'été. Depuis le 17 juin, ils sont tous les soirs à la Cour des miracles (23, avenue du Maine) avec de nouveaux sketches et de nouvelles chansons : « Domptage de musiciens », « Chanson catastrophe », « Dans la vie pas besoin de parler », « Remettez-nous sous les

Au risque de vous plaire



Spectacles

*** PARIS : Festival du Marais (jusqu'au 12 juillet).**

« Adieu Paris, adieu petits pâtés » : café-chantant dans la cave gothique de l'hôtel de Beauvais. Concerts à l'Eglise des Blancs-Manteaux et à l'Hôtel Carnavalet.

*** PARIS : Zizanie Bretelle (jusqu'au 11 juillet).**

Du théâtre et des chansons à la Cour des Miracles (23 avenue du Maine, 15e) : « Des femmes des cavernes à la bombe atomique, le rire a sauvé la planète ».

*** LYON : 31e Festival international (jusqu'au 7 juillet).**

La chorale polonaise de Gdansk, « Volpone » de Ben Jonson et un concours international d'improvisation.

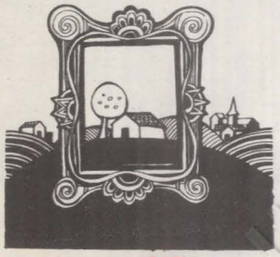
*** VIENNE : Eté 1976 (jusqu'au 7 août).**

« Le bourgeois gentilhomme » de Molière par le Centre national dramatique de Bourgogne. Et l'orchestre de Chambre de Heidelberg.

*** AIX-EN-PROVENCE : Musique dans la rue (jusqu'au 4 juillet).**

*** TOULON : 26e Festival de musique (jusqu'au 16 juillet).**

*** ANGERS : 2e Festival d'Anjou (jusqu'au 11 juillet).**



Expositions

(de juillet à septembre)

* Aix-en-Provence (Musée Granet) : Naissance de l'œuvre d'art (jusqu'au 28 juillet).

* Aix-en Provence (Hôtel-de-Ville) : Les oiseaux et l'œuvre de Saint-John Perse (jusqu'au 19 septembre).

* Antibes (Musée Grimaldi) : Rétrospective Georges Mathieu (jusqu'au 30 septembre).

* Arles (Musée Réattu) : Bill Brandt, Man Ray, Ernst Haas et Marc Riboud (4 photographes du 13 juillet à fin septembre).

★ Avignon (Musée Calvet) : Illusion et pratique du théâtre aux XVIIe et XVIIIe siècles (jusqu'au 31 août).

* Annecy (Musée des Beaux-Arts) : Textiles appliqués (Tapisseries non tissées juqu'au 30 septembre)

* Ancy-le-Franc (Bourgogne) : Balthus, Belmer, Ernst, Giacometti, Fernandez (jusqu'au 15 septembre).

★ Autun (Musée Rodin) : Louis Charlot (jusqu'en octobre).

* Auxerre (Hôtel Ribière) : Médailles de la Révolution de 1848 (jusqu'au 15 septembre).

* Arras (Centre culturel Noirot) : Hommage à Edouard Pignon (jusqu'au 12 juillet).

* Albi (Musée Toulouse-Lautrec) : Toulouse Lautrec (Jusqu'au 30 septembre).

* Arc-et-Senans (Salines royales) : Jean Messagier, œuvres récentes (jusqu'au 9 août).

* Angoulême (Musée municipal) : Les esclaves de Michel-Ange (juillet-août) ; L'art roman dans les Pouilles, L'homme et l'outil (septembre).

* Angers (Château du Roi René) : Grandes demeures angevines du XIXe siècle (jusqu'au 31 août).

* Beaune (Musée des Beaux-Arts) : Etienne Jules-Marcy, inventeur de la chronophotographie (jusqu'au 31 octobre).

* Beauvais (ancien Palais épiscopal) : Pierres et bois sculptés du XIIe au XVIIe siècle (jusqu'au 30 septembre).

* Boulogne-sur-Mer (Musée municipal) : 150 ans de fouilles archéologiques (jusqu'au 15 septembre).

* Boussac (Auvergne) : Jean Lurçat (jusqu'au 6 septembre).

* Beaulieu-en-Rouergue (Abbaye) : Agam, Bury, Magnelli, Poliakoff, etc (jusqu'au 12 septembre).

* Charleville-Mézières (Musée de l'Ardenne) : Gravures de Jean Deville (jusqu'au 29 août).

* Chambéry (Musée d'art et d'histoire) : Océanie, un art de vivre (jusqu'au 30 août).

* Calais (Musée des Beaux-Arts) : Tendances de la peinture française au XIXe siècle (jusqu'au 15 septembre).

* Caen (Musée des Beaux-Arts) : Gravures italiennes du XVIe siècle (jusqu'au 31 août).

* Chalon-sur-Saône (Maison européenne de la photographie) : Minor White et Stan Gilula (photographies jusqu'au 31 juillet).

* Compiègne (Musée Vivenel) : Les premiers agriculteurs et les âges des métaux en Picardie (jusqu'à fin décembre).

* Clermont-Ferrand (Musée Bargoin) : Dix ans de recherches archéologiques en Auvergne (jusqu'au 31 décembre).

* Dijon (Musée archéologique) : la vigne et le vin à l'époque gallo-romaine (jusqu'au 31 août).

* Dollwiller (Alsace) : 438 photographies, 170 photographes, 86 pays (jusqu'au 5 septembre).

* Flaine (Centre d'Art Contemporain) : Peintures sans chassis (jusqu'au 15 septembre).

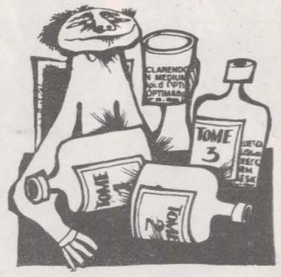
* Forcalquier (Galerie Lucien-Henry) : Dessins d'Henri Cartier-Bresson (du 18 juillet au 30 septembre).

* Grenoble (Musée municipal) : 200 dessins de Paul Flora (jusqu'au 8 septembre).

* Honfleur (Salles du Grenier à sel) : Le salon des artistes honfleurais (du 13 juillet au 31 août).

* Le Creusot (Château de la Verrerie) : L'espace de la communauté urbaine à travers les âges 1786-1976 (jusqu'au 30 septembre).

* Le Mans (Musée de Tessé) : Au bonheur des rues (Juillet-août) ; L'atelier de gravure de Pierre Courtin (septembre).



Livres

POESIE

*** Jacques Prévert : Grand bal du printemps (Gallimard).**

Ce livre rassemble en fait « Grand bal du printemps » et « Charmes de Londres », que Jacques Prévert publia en 1951 et 1952 à Lausanne. Ces recueils étaient épuisés et introuvables depuis longtemps. Gallimard a eu la bonne idée de les rééditer. Mais pourquoi les avoir amputés des merveilleuses photographies d'Izis ? Décidément, certains éditeurs ne respectent plus les créateurs !

*** Jacques Prévert : Bim le petit âne (L'Ecole des loisirs).**

Cette histoire, écrite par l'auteur de « Paroles », avait également été éditée en 1952. L'Ecole des loisirs vient de la rendre à ceux à qui elle s'adressait : les enfants. Cet éditeur a fait mieux : il a réédité le livre avec les photos originales d'Albert Lamorisse. Tiens, il existe encore des éditeurs qui font bien leur métier...

ART

*** Marcel Brion : Guardi (Henri Scrépel, éditeur).**

Un Vénitien du XVIIIe siècle a passé sa vie à peindre Venise : Guardi. Pourquoi a-t-il été oublié en France ?

SOCIETE

*** Guy Hermier, Roland Passevant et Michel Zilbermann : Le sport en questions (Editions sociales).**

Les communistes français à l'heure des Jeux olympiques.

*** Wladimir Rabi : L'homme qui est entré dans la loi, Pierre Goldman (Editions la Pensée sauvage).**

Du double meurtre du boulevard Richard-Lenoir (1969) au verdict du procès d'Amiens (1976) : un historique méthodique de l'affaire Goldman et de ses remous dans l'opinion.

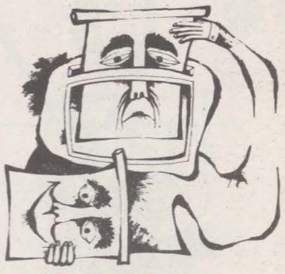
*** Jacques Vassal : Français, si vous chantiez (Albin Michel).**

Il existe un véritable « mouvement » de la nouvelle chanson française. Vassal a voulu en faire l'histoire. Mais son analyse est approximative, ses jugements sommaires, ses classifications arbitraires, son ton prétentieux, son écriture faussement décontractée. Le livre espéré reste à écrire.

POLITIQUE

*** Théodore H. White : Forfaiture à la Maison Blanche (Fayard).**

Un ouvrage qu'on pourrait aussi intituler « Grandeur et décadence de Richard Nixon » ou « Autopsie d'un scandale ». C'est, bien sûr, du Watergate qu'il s'agit.



Télévision

VENDREDI 2 JUILLET.

Tribune libre : la C.g.t. (19 h 40, FR 3).

« La pollution de l'assiette » — voir notre précédent numéro (20 h 30, F.r. 3).

Un feuilleton en rediffusion : « La Juive du Château-Trompette » (20 h 35, A 2).

« La destinée de M.de Rochambeau », évocation de Daniel Lecomte — 1ère partie (21 h 30, F.r. 3).

Apostrophes : la Justice et les criminels (21 h 35, A 2).

« La dixième victime » : un bien petit film d'Elio Petri, mais un séduisant scénario de « science-fiction bouffe » (23 h , A 2).

SAMEDI 3

« La Périchole » d'Offenbach, créée par l'Opéra du Rhin (21 h, F.r. 3).

DIMANCHE 4

« Au-delà de l'horizon » : Alain Bombard raconte, en 13 émissions, les grandes expéditions nautiques du passé (14 h 05, T.f. 1).

Aux Visiteurs du dimanche soir « L'ancien et le nouveau » : l'académicien Marcel Brion face au journaliste « underground » Jean-François Bizot (20 h 30, F.r. 3).

Le western porté à sa perfection : « L'appât » d'Antony Mann (20 h 30, T.f.1).

A ne pas manquer : Maurice Frydland a réalisé avec Georges Walter une double émission sur les loisirs, l'une des victoires du Front populaire (« Deux étés pour l'espoir »), et sur le sport cycliste (« Le roi René ») (22 h 15, T.f. 1).

Un film d'Elia Kazan à la lisière du mélo : « Le maître de la prairie » (22 h 30 F.r. 3).

LUNDI 5

A Tribune libre, le mathématicien Laurent Schwartz : répression et torture dans le monde (19 h 40, F.r. 3).

Alain Decaux raconte : Charlotte Corday (21 h 50, A 2).

MARDI 6

Un débat sur l'Eglise après le film de Jack Gold, « Le visiteur » (20 h 30, A 2).

MERCREDI 7

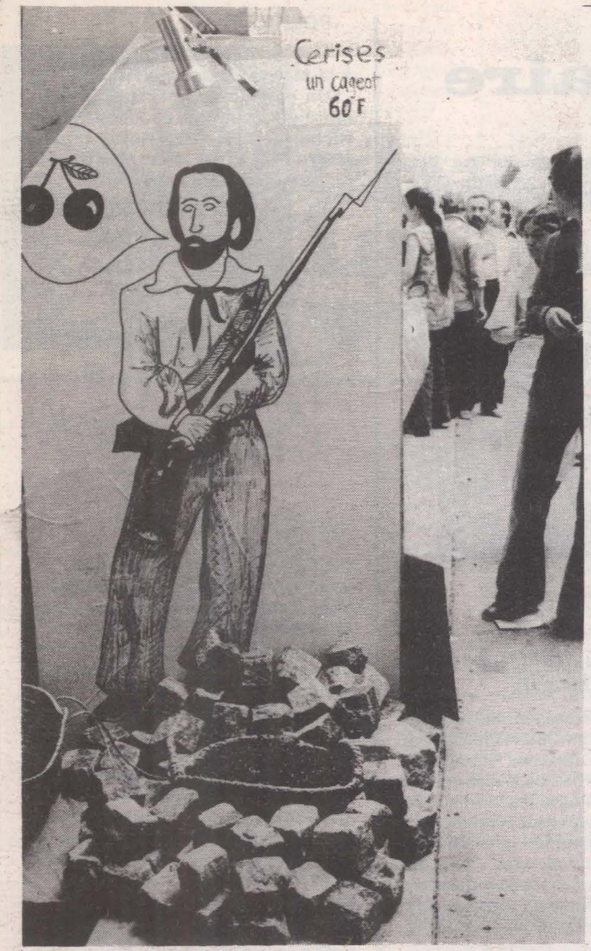
« M comme Montréal » : enquête au Québec avec Gilles Vigneault et des sociologues (22 h, T.f. 1).

JEUDI 8

Tennis : Angleterre-France pour la Coupe Davis (15 h, T.f. 1).

Histoire de la cité éternelle : « Roma la rose » (22 h 05, A 2).

« Jazz à Juan-les-Pins » : Count Basie (22 h 45, T.f. 1).





Pari osé, pari gagné. Avec ses 40 000 entrées (malgré la chaleur accablante), ses stands, ses forums-débats, la remarquable exposition sur le Front populaire, avec tous les artistes présents et le meeting autour de François Mitterand, la Fête socialiste de Paris a été un grand succès. On fera mieux encore l'année prochaine...

